

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006 PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2007

[| EXPOSE GENERAL DES MOTIFS |]

Le projet de budget 2007 a été élaboré dans un contexte marqué par :

- la mise en œuvre de la deuxième version du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP II) dont les innovations majeures concernent essentiellement :
- le changement de l'horizon temporel du document qui passe de 3 à 5 ans pour instituer une vision de stratégie à moyen terme ;
- l'introduction d'un quatrième axe relatif à la bonne gouvernance et à la décentralisation par le développement des pôles secondaires ;
 - le renforcement de la prise en charge des groupes vulnérables par une stratégie de protection sociale, de prévention et de gestion des risques et catastrophes.
 - la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée qui vise dans la dynamique du DSRP II, à porter, à court et moyen terme, le taux de croissance réel du PIB à plus de 7% en moyenne annuelle à travers une amélioration qualitative de la structure de l'économie pour la rendre plus compétitive et une diversification des sources de la croissance pour la renforcer et la pérenniser. Elle constitue un élément fondamental du pilier " Création de Richesses " du DSRP II, qui est tournée vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le projet de budget tient également compte de la consolidation et de l'élargissement d'activités énoncées dans les précédentes lois de finances comme :

- le maintien, dans le cadre du respect du DSRP II, des ratios du secteur de l'éducation et de celui de la Santé qui représentent respectivement 41% et 10,63% du budget de fonctionnement en 2007 ;
- la prise en charge de l'incidence des différentes mesures de hausses salariales et indemnitaires décidées par le gouvernement ;
- l'utilisation des ressources issues de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) cumulées avec celles de l'Initiative pour l'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) pour un montant de 69,3 milliards, répartis en 12,9 milliards (18,61%) pour les dépenses de fonctionnement et 56,4 milliards (81,39%) pour l'investissement.

Les ressources PPTE/IADM contribuent au financement des dépenses en faveur des secteurs sociaux notamment de l'Education et de la santé.

L'ensemble des ressources et des charges du budget Général et des Comptes Spéciaux du Trésor s'équilibre à 1519,2 milliards, incluant un déficit de 22 milliards.

Les grandes masses de la loi de finances se présentent comme suit :

I. - Les Recettes du budget general

Les recettes totales du Budget Général 2007 sont projetées à 1474,4 milliards y compris le financement du déficit et sont réparties comme suit :

Recettes internes :

- Recettes fiscales : 995,6 milliards ;
- Recettes non fiscales : 52,4 milliards ;
 - Recettes exceptionnelles : 0,1 milliard ;
- Emprunt interne (Emprunt Obligataire, Bons du Trésor)..... 100,8 milliards ;

Recettes externes :

- Emprunt programme : 50,2 milliards ;
- Dons budgétaires :13,7 milliards ;
- Tirage sur Emprunt et subvention :261,6 milliards.

Par rapport à celles projetées en 2006 (1344,1 milliards) la hausse est de 130,3 milliards en valeur absolue et de 9,69 % en valeur relative.

Ces recettes sont marquées par les évolutions suivantes :

- les recettes fiscales : elles passent de 876 milliards en 2006 à 995,6 milliards, soit une hausse de 119,6 milliards en valeur absolue et de 13,65 % en valeur relative ;
- les recettes non fiscales : elles sont projetées à 52,4 milliards contre 50,4 milliards (dont 8 milliards de remboursement de prêts et avances reclassés dans cette catégorie de recettes) dans la loi de finances 2006, soit une hausse de 2 milliards en valeur absolue et de 3,97 % en valeur relative ;
- les recettes externes : elles passent de 342,6 milliards en 2006 à 325,5 milliards en 2007, soit une baisse de 17,10 milliards en valeur absolue et de -4,99 % en valeur relative.

II - LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Elles sont projetées à : 1474,4 milliards se décomposant ainsi :

- dépenses de personnel : 310,0 milliards ;
- autres dépenses courantes : 416,1 milliards ;
- subvention aux comptes spéciaux du Trésor 8,5 milliards (Prêts à divers particuliers et Avals et Garanties ;
- dépenses d'investissement : 651,6 milliards ;
- dette publique : 88,2 milliards.

1°) Les dépenses de personnel

Elles sont évaluées à 310 milliards, contre 266,3 milliards en 2006, soit une augmentation de 43,7 milliards en valeur absolue et de 16,41 % en valeur relative. Ces dépenses prennent en compte l'incidence financière des hausses salariales et indemnitaires décidées par le gouvernement, ainsi que le plein effet des recrutements issus du Programme spécial 2003-2005.

Par rapport aux recettes fiscales, le ratio de la masse salariale est retenu à 31,14 %.

2°) Autres dépenses courantes

Elles sont projetées à 416,1 milliards (dont 12,9 milliards d'IADM et de PPTE) contre 361,5 milliards en 2006, soit une progression de 69,6 milliards en valeur absolue et 19,25 % en valeur relative.

Ces dépenses prennent en compte :

- l'organisation des prochaines élections présidentielles, législatives et locales pour 14,750 milliards ;
- le fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Autonome pour 2 milliards ;
- le respect des normes fixées pour les budgets de l'Education à 41% et de la Santé qui évolue à 10,63% en 2007. Ces normes prennent en compte notamment les coûts d'amélioration des conditions de rémunérations et de prestations de services effectués par les ressources humaines, ainsi que les dépenses liées à l'ouverture des C.U.R. de Bambey, Ziguinchor et de l'université de Thiès en ce qui concerne l'Education ;
- le renforcement des budgets des autres secteurs sous programme tels ceux de la Justice, de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Elevage et du Tourisme pour un montant global de 3,8 milliards ;
- le maintien du filet social pour 22,2 milliards ;
- l'augmentation de 1 milliard du fonds de dotation de la décentralisation ;
- l'ouverture et l'équipement de nouvelles représentations diplomatiques et la prise en charge des frais de déplacement des diplomates pour 1,6 milliard ;
- le fonctionnement des nouvelles Agences telles que l'Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie (ANSO), l'Agence Nationale de la Promotion de l'Aquaculture (ANPA), pour un montant global de 2,650 milliards.

3°) Les Dépenses d'investissement

Le montant total des ressources affectées à l'investissement se monte à 651,6 milliards de francs.CFA, répartis comme suit :

- 390 milliards pour les dépenses en capital sur ressources internes contre 320,3 milliards en 2006 soit une progression en valeur absolue de 69,7 milliards et de 21,76% en valeur relative ;
- 261,6 milliards pour les dépenses en capital sur ressources extérieures contre 293 milliards en 2006, soit une baisse de 31,4 milliards en valeur absolue et de 10,72% en valeur relative.

Par rapport à l'année 2006 l'enveloppe globale destinée à l'investissement est passée de 613.3 milliards à 651,6 milliards en 2007, soit une nette augmentation de 38,3 milliards en valeur absolue et 6,24% en valeur relative.

Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses en capital sur ressources internes affichent un pourcentage de 39,17 % en 2007, contre 36,56% en 2006 soit au dessus de la norme UEMOA de 20%.

3 -1 - Répartition sectorielle des ressources internes

La répartition sectorielle des ressources internes du BCI se présente comme suit en F.CFA :

| | |
|---------------------------|-------------------------------------|
| PRIMAIRE :..... | 53.761 milliards, soit 14% |
| SECONDAIRE :..... | 17.884 milliards, soit 5% |
| TERTIAIRE :..... | 83.123 milliards, soit 21 % |
| QUATERNAIRE :..... | 235.252 milliards, soit 60%. |
| TOTAL :..... | 390.020 milliards |

3-1-1) - Contreparties aux financements extérieurs

Elles s'élèvent à 22 milliards de F.CFA et sont répartis par secteurs ainsi qu'il suit :

PRIMAIRE

| | |
|--|------------------|
| Programme développement agricole de Matam (PRODAM) | 747 millions |
| Programme National de développement local..... | 250 millions |
| PSAOP..... | 975 millions |
| Programme Gestion villageoise (POGV II)..... | 250 millions |
| PAPEL phase..... | 2 .1600 millions |
| AEP villages Gorom lampsar..... | 250 millions |
| AEP Ndiosmone Palmarin..... | 650 millions |
| PEPAM- AEP en milieu rural..... | 736 millions |
| Aménagement hydroagricole Zone Bakel | 657 millions |

SECONDAIRE

| | |
|--|----------------|
| Projet de diffusion d'énergie électrique en milieu rural.. | 200 millions |
| Plateformes multifonctionnelles..... | 1.380 millions |
| Projet Gestion Energies Traditionnelles et de Substitution.. | 110 millions |

TERTIAIRE

| | |
|---|----------------|
| Route VDN 3ème section..... | 500 millions |
| Route Saraya -Kita..... | 600 millions |
| Route Linguère-Matam..... | 3.000 millions |
| Route Fatick - Gossas -Diakhao..... | 1.036 millions |
| Réhabilitation Pont Faidherbe..... | 1.200 millions |
| Route Oussouye - Mlomp - Elinkine..... | 800 millions |
| Réhabilitation Pont Emile Badiane..... | 170 millions |
| Entretien périodique routes en terre..... | 768 millions |
| Acquisition navire neuf liaison maritime Dakar Ziguinchor . | 1.000 millions |

QUATERNAIRE

| | |
|--|----------------|
| Projet Santé BAD..... | 1.969 millions |
| Projet Construction Hopital Dallal Jamm | 700 millions |
| Projet Renforcement Nutrition..... | 1.172 millions |
| Plan Stratégique Lutte/ SIDA..... | 375 millions |
| Projet Sectoriel Eau à Long Terme (PLT)..... | 445 millions |
| Projet de Lutte contre la Pauvreté des Femmes..... | 163 millions |
| Projet assainissement saint-louis, kaolack et Louga..... | 180 millions |
| Projet assainissement ville de Diourbel..... | 600 millions |
| Projet assainissement Pikine..... | 245 millions |
| Projet renforcement Equip Collectivités Locales | 300 millions |

3-1-2) - Dotations aux différents fonds

| | |
|--|-----------------|
| Fonds routier..... | 18.000 millions |
| Fonds national de l'Hydraulique..... | 800 millions |
| Fonds d'équipement des collectivités locales..... | 10.150 millions |
| Fonds de développement des transports urbains..... | 400 millions |
| Fonds de garantie rural..... | 3.000 millions |
| Fonds de calamité rural..... | 1.500 millions |
| Fonds de bonification rural..... | 700 millions |
| Fonds national d'action pour l'emploi..... | 500 millions |

3-1-3) - Projets et actions entièrement financés par l'Etat

En dehors des contreparties et des obligations financières de l'Etat (différents fonds, lettres de mission, participations financières, impôts et taxes sur marchés publics et indemnités d'expropriation et de préemption), l'Etat a financé entièrement sur ses ressources propres à hauteur de 120 milliards 650 millions francs CFA les principaux projets et actions ci-après :

| | |
|--|-----------------|
| Programme « JAXAAY »..... | 15.000 millions |
| Programme équipement du monde rural..... | 1.500 millions |
| Progr. reconstitution du capital semencier et de restauration des sols.. | 3.500 millions |
| Lutte contre les plantes aquatiques..... | 1.050 millions |
| Programme d'urgence d'électrification rurale..... | 6.000 millions |

| | |
|---|-----------------|
| Projet Autoroute à péage Dakar - Diamniadio..... | 10.000 millions |
| Prolongement autoroute -gare routière..... | 1.200 millions |
| Ponts de Halwar et Gouloumbou..... | 1.500 millions |
| Réparation du pont Faidherbe..... | 1.280 millions |
| Réhabilitation Route NDI OUM Oourossogui..... | 2.000 millions |
| Réhabilitation Route Tamba Kidira BAKEL..... | 500 millions |
| Projet Route Prolongement Corniche Ouest..... | 4.500 millions |
| Projet COMSAT/RTS..... | 2.300 millions |
| Renouvellement équipement et réseau assainissement.... | 1.300 millions |
| Constructions infrastructures sportives..... | 3.000 millions |
| Programme de promotion des ZAC..... | 1.800 millions |
| Programme acquisition immeubles et appts SICAP..... | 6.000 millions |
| Programme équipement Gendarmerie Nationale..... | 3.000 millions |
| Programme équipement Police..... | 2.750 millions |
| Programme équipement Défense Nationale..... | 17.928 millions |
| Programme équipement Banlieues..... | 10.000 millions |
| Programme indépendance..... | 15.000 millions |
| Projet allègement des conditions de vie des femmes..... | 800 millions |
| Centres départementaux d'action pour les femmes..... | 450 millions |
| Informatisation de l'Etat..... | 2.100 millions |
| Achèvement nouveau palais de justice..... | 3.500 millions |
| Construction marché de Touba..... | 2.700 millions |

3-2. - Répartition sectorielle des ressources extérieures

Les prévisions de tirages sur les ressources extérieures pour la gestion 2007 se répartissent comme suit par secteur :

3-2. - Répartition sectorielle des ressources extérieures

Les prévisions de tirages sur les ressources extérieures pour la gestion 2007 se répartissent comme suit par secteur :

| | | | |
|--------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| Primaire | 51.897 millions | 20.334 millions | 72.231 millions |
| Secondaire | 18.755 millions | 8.610 millions | 27.365 millions |
| Tertiaire | 56.362 millions | 24.819 millions | 81.181 millions |
| Quaternaire | 43.235 millions | 37.600 millions | 80.835 millions |
| TOTAL | 170.249 millions | 91.363 millions | 261.612 millions |

4°) Subventions du budget général aux comptes spéciaux

Elles concernent :

- ▀ la subvention au compte " prêt à divers particuliers " d'un montant de 5 milliards pour faciliter d'avantage l'accès au logement aux agents de l'Etat dans le cadre des différents programmes notamment le programme sénégalais malaisien. Ce montant prend en compte l'incidence du relèvement du plafond du prêt DMC de 2 millions à 5 millions pour compter de 2007.
- ▀ la subvention au compte " avals et garanties " pour un montant de 3,5 milliards.

5°) La dette publique

Elle est projetée à 88,2 milliards (nette PPTTE - IADM) contre 119,5 milliards en 2006, soit une amélioration de -31,3 milliards en valeur absolue et -26,15% en valeur relative.

Elle se décompose ainsi :

- ▀ dette extérieure :63,9 milliards ;
- ▀ dette intérieure :24,3 milliards.

6°) Déficit budgétaire

Par comparaison des montants ci-dessus arrêtés en recettes et en dépenses, le déficit budgétaire est projeté à 22 milliards et donc, reste stable par rapport à l'année 2006.

III - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ils sont arrêtés en ressources comme en dépenses à 53,2 milliards suite à la dotation de 8,5 milliards provenant du budget général de l'Etat et qui se répartit comme suit :

Par rapport à l'année 2006 les ressources des Comptes Spéciaux du Trésor sont passées de 47,2 milliards à 53 milliards soit une augmentation de 6 milliards provenant essentiellement du compte Fonds National de Retraites et du Compte Prêts à divers particuliers.

Comparativement aux lois de finances 2003 et à la loi de finances rectificative 2003, à la loi de finances 2004 et à la loi de finances rectificative 2004, aux lois de finances 2005 et 2006, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances pour l'année 2007 sont présentés dans le tableau ci-après :

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2007 soumis à votre adoption.

| B - EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE | |
|---|-------------------|
| LISTE DES ARTICLES | |
| ARTICLES | |
| LIBELLES | N° de page |
| PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER | |
| 1 Dispositions relatives aux ressources | 4 |
| 2 Dispositions relatives aux charges | 4-5 |
| 3 Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges | 5-6 |
| DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES 7 | |
| A - BUDGET GENERAL 8 | |
| A - 1 Budget de fonctionnement | 9 |
| 4 Dépenses ordinaires : services votés | 9 |
| 5 Dépenses ordinaires : mesures nouvelles | 10 |
| A - 1 Budget d'investissement | 11 |
| 6 Dépenses en capital sur ressources propres | 11-12 |
| 7 Dépenses en capital sur ressources extérieures | 12-13 |
| B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR 13 | |
| 8 Comptes d'affectation spéciale | 13-14 |
| 9 Dispositions relatives aux soldes des comptes d'affectation spéciale | 15 |
| 10 Comptes de commerce | 15 |
| 11 Comptes d'opérations monétaires | 16 |
| 12 Comptes de prêts | 16-17 |
| 13 Comptes d'avances | 17-18 |
| 14 Comptes de garanties et d'avaux | 18 |
| 15 Affectations comptables | 19 |
| C- : DISPOSITIONS DIVERSES 20 | |
| 16 Taxes parafiscales | 20 |
| 17 Crédits évaluatifs | 20 |
| 18 Dispositions relatives à l'engagement des dépenses | 21 |
| 19 Projet de loi modifiant certaines disposition du Code Général des Impôts | 21-37 |

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

A - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article premier. - Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« I - La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2007 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II - Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2007, à la somme de 1 148 900 000 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi. »

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Est annexé à cet article un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2006 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier. Les prévisions de recettes internes sont de 1.148.900.000.000 de francs CFA.

B - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 2. - Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2007, à la somme de 1.474.482.170.000 de francs CFA conformément aux annexes II,III et IV de la présente loi. »

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives à l'amortissement des charges de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement, aux dépenses d'investissement et une subvention de 8,5 milliards aux comptes spéciaux du Trésor

Par rapport à l'année 2006, ces charges progressent de 123.945.603.000 francs CFA en valeur absolue et 9,08% en valeur relative.

[] C - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES []

Art. - 3 : Equilibre général du Budget Texte de l'article :

I - Pour la loi de Finances de l'année 2007, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte , sont fixés aux montants suivants :

| En milliards de francs | | | | |
|---------------------------------------|---------------|---|---------------|------------|
| RESSOURCES | | CHARGES | | SOLDE |
| A - BUDGET GENERAL | | | | |
| A1 - Recettes internes | 1148,9 | A1 - Dépenses financées sur ressources internes | 1140,4 | |
| Recettes fiscales | 995,6 | Dette publique intérieure | 24,3 | |
| Recettes non fiscales | 52,4 | Dépenses de personnel | 310,0 | |
| Recettes exceptionnelles | 0,1 | Autres dépenses courantes | 416,1 | |
| Autres emprunts | 100,8 | * Autres dépenses courantes subvention aux CST | 8,5 | |
| | | Dépenses en capital sur ressources internes | 390,0 | |
| A 2. - Recettes externes | 325,5 | A 2. - Dépenses financées sur ressources internes | 325,5 | |
| Emprunt Programme | 50,2 | Dette publique extérieure | 63,9 | |
| Dons budgétaires | 13,7 | Dépenses en capital sur ressources externes | 261,6 | |
| Tirage Dons et emprunts | 261,6 | | | |
| TOTAL A = (A1 + A2) | 1474,4 | TOTAL | 1465,9 | 8,5 |
| B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | | | | |
| Recettes | 44,8 | Titre 7 Dépenses | 53,3 | -8,5 |
| TOTAL C = (A+B) | 1519,2 | TOTAL | 1519,2 | 0,0 |

* Comprend le financement du déficit de 22 milliards

II. - Pour la loi de finances de l'année 2007, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 426 312 000 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé :

1° - à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ;

2° - à réescompter auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les obligations cautionnées souscrites à l'ordre du Trésor ainsi qu'à recourir, sur le plan interne, à l'épargne privée par l'émission de bons du Trésor ou d'engagement obligataire, par voie d'adjudication, conformément aux dispositions du règlement communautaire approuvé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA » .

1- Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources et les charges du budget général, des comptes spéciaux du Trésor.

2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 426.312.000.000 de francs CFA. Le montant des emprunts correspond au déficit budgétaire évalué à 22.000.000.000 de francs CFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement (261.612.000.000 de francs CFA), du concours de partenaires au développement (50.200.000.000 de francs CFA), des dons budgétaires de 13.700.000.000 de francs CFA et de l'emprunt obligataire de 78.800.000.000 de francs CFA.

3 - Comme chaque année, cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme assorties de leurs échéanciers, les opérations des comptes spéciaux du trésor et énonce les dispositions diverses.

A - BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES ORDINAIRES

Art. 4. - Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2007, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 733.486.571.000 francs CFA ainsi répartie :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique 88.250.000.000 francs CFA
- Titre 2 Dépenses du personnel 300.493.428.000 francs CFA
- Titre 3 Dépenses de fonctionnement 182.110.178.000 francs CFA
- Titre 4 Transfert courrants 154.132.965.000 francs CFA
- Titre 5 Transfert courrants subventions aux CST 8.500.000.000 francs CFA

I. - Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2

de la loi organique relative aux lois de finances).

II. - Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances 2006 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2007, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par les tableaux II et III annexés au présent exposé des motifs ;
- par des annexes " fascicules budgétaires " établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III. - La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique 88.250.000.000 francs CFA
 - Titre 2 Dépenses du personnel 300.493.428.000 francs CFA
 - Titre 3 et 4 Autres dépenses courrantes 344.743.143.000 francs CFA
- Total 733.486.571.000 francs CFA

Art. 5 - mesures nouvelles

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2007, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 89.363.429.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 Dépenses du personnel 9.506.572.000 francs CFA
- Titre 3 Dépenses de fonctionnement 56.545.117.000 francs CFA
- Titre 4 Transfert courrants 23.311.740.000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi ».

Exposé des motifs

I - La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finance 2006 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2007, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II - Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2007.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe IV.

A - 2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Art. 6 - Dépenses en capital sur ressources internes

Texte de l'article :

I - Il est ouvert pour la loi de finances 2007, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 390.020.000.000 francs CFA.

II - Il est ouvert pour la loi de finances 2007, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 2.214.143.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

- Fonds routier 18.000.000.000 francs CFA
- Fonds d'équipement collectivités locales 10.150.000.000 francs CFA
- Fonds de l'hydraulique 800.000.000 francs CFA
- Fonds de garantie rural 3.000.000.000 francs CFA
- Fonds de bonification rural 700.000.000 francs CFA
- Fonds de lutte contre les calamités rurales 1.500.000.000 francs CFA
- Fonds nationale d'actions pour l'emploi 500.000.000 francs CFA
- Fonds de développement des transports urbains 400.000.000 francs CFA

Le financement interne du Budget d'Investissement est de 390.020.000.000 de francs CFA.

Par rapport à la loi de Finances 2006,

- Les autorisations de programme augmentent de 540.920.000 francs CFA en valeur absolue et de 40,56 % en valeur relative.
- Les crédits de paiement augmentent de 69.755.000.000 de francs CFA en valeur absolue et de 22,57 % en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget d'Investissement augmentent de 30,36% en valeur relative.

Art. 7 - Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

- I. - Pour la loi de finances de l'année 2007, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 261.612.000.000 de francs CFA

ainsi réparties :

- Emprunt 170.249.000.000 francs CFA
- Subvention 91.363.000.000 francs CFA

- II. - Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.735.702.000.000 de francs CFA. ainsi répartis :

- Emprunt 1.166.614.000.000 francs CFA
- Subvention 569.088.000.000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »

Exposé des motifs

L'exécution de ces opérations se fera conformément aux différents accords conclus avec les bailleurs de fonds.

Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe V consacrée au budget d'investissement.

Par rapport à la loi de finances 2006 :

- Les financements acquis sur emprunts et subventions augmentent globalement de 206.468.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 13,50 % en valeur relative ;
- Les Prévisions de Tirage diminuent globalement de 31.360.000.000 francs CFA en valeur absolue et de -10,70 % en valeur relative.

B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

I - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Art. 8 - Mesures nouvelles

Texte de l'article :

- « I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2007 sont évaluées à 38.880.000.000

francs CFA.

- II - Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2007, s'élèvent à 38.880.000.000 francs CFA.

- III - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique. »

Exposé des motifs

- I- L'article 41 alinéa 1er de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

- II - Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau V fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts

par la loi de finances 2006 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2007.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

IV - L'article 26 alinéa 1 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances de l'année 2007 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2007.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale
ci après :

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

Art .9 - Autorisation de report

Texte de l'article :

« Pour l'année 2007, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale ne sont pas reportables à l'exception du Fonds National de Retraite »

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2007, seul le solde du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes Spéciaux du Trésor.

II - COMPTES DE COMMERCE

Art. 10.

Texte de l'article :

« I. - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2007 sont évaluées à 175.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 175.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 27 alinéa 1er de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2007, il n'est pas accordé de découvert pour les comptes de commerce.

III - COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES.

Art. 11. -

Texte de l'article :

« I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'opérations monétaires sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'opérations monétaires, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 28 alinéa 3 de la loi organique précitée stipule que le découvert fixé annuellement, pour chaque compte d'opérations monétaires, a un caractère limitatif. Pour la loi de finances de l'année 2007, il n'est pas autorisé de découvert pour les comptes d'opérations monétaires.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2006 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2007.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

IV - COMPTES DE PRETS.

Art. 12 -

Texte de l'article :

« I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2007, sont évaluées à 8.700.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 8.700.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

Les plafonds sont ainsi répartis :

- Consolidation d'avances en prêts Etab Pub.et Soc. à particip. Pub. Maj 200.000.000 francs CFA ;
- Prêts aux collectivités locales 500.000.000 francs CFA ;
- Prêts à divers organismes 500.000.000 francs CFA ;
- Prêts à divers particuliers 7.500.000.000 francs CFA ;

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, ce dernier compte est subventionné à hauteur de 5 milliards par le budget général en sus de ses ressources ordinaires.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2006 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2007.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V - COMPTES D'AVANCES.

Art. 13 -

Texte de l'article :

- I. - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 1.200.000.000 francs CFA.
- II. - Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 1.200.000.000 francs CFA.

Ces plafonds sont ainsi répartis :

- Avances aux établissements publics et sociétés à participation publique majoritaire 500.000.000 francs CFA ;
- Avances à divers agents publics 100.000.000 francs CFA ;
- Avances à divers organismes et particuliers 100.000.000 francs CFA ;
- Avances aux collectivités 500.000.000 francs CFA .

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2006 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2007.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

Art. 17. - *Crédits évaluatifs*

Texte de l'article :

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII ».

« L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi ».

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

ARTICLE 18. - *Respect des règles organisant les dépenses publiques*

Texte de l'article :

" Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.

De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances."

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques et de préciser les conditions d'application des dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration.

Art. 19. - loi modifiant certaines dispositions du Code Général des Impôts

Texte de l'article :

- I. - Les dispositions des articles 122, 123, 133-10°, 142, 148, 187, 399, 312, 313, 314, 315,

316, 317, 318, 319, 320, 321, 400, 401, 402, 405, 406, 613, 615, 617, 794, 797, 798, 799, 800, 801, 880, 1048 et 1049 du Code général des impôts sont abrogées.

II. - Les dispositions des articles 989, 990, 991, 992 du Code général des impôts sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

Art. 989 - Tout contribuable qui n'a pas intégralement payé dans les délais légaux les impôts, droits ou taxes dont il est redevable, doit verser un intérêt de retard sur le solde impayé.

En cas de paiement hors des délais légaux, l'intérêt de retard est seul applicable.

Le taux de l'intérêt de retard est fixé par arrêté du ministre chargé des Finances.

L'intérêt est dû à partir de la date d'exigibilité de l'impôt, du droit ou de la taxe, jusqu'au moment où le solde est intégralement payé. Cependant, lorsqu'un titre de perception est établi avant la date d'exigibilité de l'impôt, du droit ou de la taxe, la date d'exigibilité est celle qui est établie dans ledit titre.

L'intérêt est également dû sur les majorations, pénalités et amendes fiscales. Dans le cas où l'une de ces sanctions est fonction d'un montant d'impôt, de droit ou de taxe payable, l'intérêt est calculé à partir de la date originale d'exigibilité de ce montant. Dans le cas contraire, l'intérêt commence à courir à partir de la date d'exigibilité de la majoration, de la pénalité ou de l'amende, le cas échéant.

L'intérêt est composé mensuellement, tout mois commencé est dû en entier.

Lorsque le contribuable a contesté le bien-fondé de l'imposition et a bénéficié du sursis de paiement, l'intérêt est dû, dès lors que l'imposition est confirmée. Par contre, les décisions de remise, de décharge ou de modération accordées aux contribuables par voie gracieuse ou contentieuse, entraînent de plein droit l'admission en non-valeur totale ou proportionnelle, de l'intérêt afférent aux impositions dégrévées : le montant d'intérêt est calculé et perçu sans émission de rôle, par les comptables du Trésor ou sur titre de perception par les receveurs des Impôts.

Art. 990. - I - Toute infraction aux dispositions du présent Code, lorsqu'elle n'est pas sanctionnée par ailleurs, donne lieu à l'application d'une pénalité égale à vingt-cinq pour cent (25%) des droits éludés ou dont la perception a été compromise.

La pénalité est portée à 50% en cas de :

- Défaut de reversement d'impôts et taxes collectés ou retenus ;
- Défaut de versement de taxes indirectes dans les conditions fixées au Livre II ;
- Manœuvres, dissimulations ou mauvaise foi dans la déclaration, le paiement, ou le reversement de tous impôts ou taxes.

II. - Lorsqu'elle n'est pas sanctionnée par ailleurs, toute infraction qui n'a pas eu pour conséquence d'éluder des droits, d'en compromettre la perception ou d'en retarder le paiement, est constatée par procès-verbal et donne lieu à une amende égale à deux cent mille (200.000) francs. Il en est ainsi notamment, en cas de :

- défaut de présentation de tout document dont la production est exigée ;
 - déclaration tardive ;
 - défaut de déclaration ;
 - défaut de réponse à une demande écrite ;
- manœuvres, dissimulations ou mauvaise foi ;
- refus de décharger une correspondance administrative ;
- omissions, inexactitudes dans les renseignements exigés ;
 - défaut de déclaration d'existence ;
- défaut de déclaration du changement des caractéristiques de l'exploitation tel que le changement de lieu du siège ;
 - défaut de comptabilité ;
 - absence de comptabilité régulière ;
- défaut de déclaration de changement de domicile ou d'adresse.

Lorsque l'infraction porte sur des documents ou des renseignements à fournir, l'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, incomplets ou reconnus inexacts.

III. - Le défaut de visa en hors taxes donne lieu à une amende, par facture non visée, égale à 5% du droit exonéré.

Dans les trente (30) jours de la réception du procès-verbal constatant le défaut de visa, le redevable devra produire les factures dûment visées. A défaut, les droits compromis seront réclamés par notification de redressements pour exonération non justifiée.

Cette proc édure est également appliquée en cas de demande de restitution de crédits de TVA. La demande de visa en hors TVA, spontanément introduite au-delà de l'année de facturation, donne lieu à l'amende prévue à l'article 992 ci-dessus, sur procès-verbal dressé par le service chargé de la délivrance des visas.

IV. - En matière de droits d'enregistrement, lorsque l'infraction se rapporte à des actes donnant ouverture à un droit fixe, la pénalité est égale au montant du droit fixe

Art. 991. - Les amendes, pénalités, majorations et intérêts de retard visés au présent Code, lorsqu'ils sont définitivement fixés, ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction.

Les amendes et pénalités sont doublées en cas de récidive.

III. - Les dispositions des articles 4-8°, 79-c, 83-c, 120, 121, 126, 132, 134, 156, 160, 164 bis, 185, 187, 192, 193, 388, 404, 24 de l'Annexe III du Livre II, 615, 617, 621, 622, 624, 625, 626, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 645, 802, 805, 806, 847, 858, 866, 876, 879, 898, 919, 954, 955, 993, 994, 999 et 1050 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 4-8° - les sociétés de fait, les groupements d'intérêt économique, les sociétés en nom collectif, les sociétés en participation, les sociétés en commandite simple, les sociétés à responsabilité limitée où l'associé unique est une personne physique, et les sociétés civiles professionnelles qui optent pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés ; cette option est définitive et irrévocable.

Sont également soumises à l'impôt sur les sociétés :

- les sociétés à responsabilité limitée où l'associé unique est une personne morale ;
- la part de bénéfices correspondant aux droits des commanditaires, sauf option à l'impôt sur les sociétés ;
- la part de bénéfices correspondant aux droits des associés des associations en participation, y compris les syndicats financiers et les sociétés de copropriétaires de navires, dont les noms et adresses n'ont pas été indiqués à l'administration.

Art. 79-c - Passé le délai visé à l'article 79-b, une commission de recouvrement se déplacera sur le territoire de la collectivité locale pour vérifier l'acquittement effectif de l'impôt dont le montant n'excède pas 100 000 francs et au besoin, établir et encaisser l'impôt non versé.

La commission de recouvrement comprend :

- un représentant du trésor,
- un représentant des impôts,
- un représentant de la collectivité locale concernée,
- un représentant en uniforme de la force publique.

Le défaut de paiement spontané avant le 1er mai entraîne l'application de la pénalité prévue à l'article 990 du présent Code.

Art. 83-c - les contribuables qui ne pourront justifier de leur imposition, seront immédiatement signalés au service des impôts.

Les droits dus pour l'année en cours sont majorés de 25%, pour tout contribuable qui ne pourra fournir une formule de la contribution globale unique régulière, un récépissé de sa déclaration d'existence ou la justification qu'il est imposé.

Les redevables de l'impôt minimum forfaitaire sont tenus d'annexer à la déclaration annuelle des résultats un duplicata de la quittance délivrée par le percepteur ou du talon du chèque de paiement du 1er acompte. Le manquement à cette obligation est sanctionné par une amende de 200.000 FCFA recouvrée par fiche de paiement par anticipation.

Art. 160. - Les sommes exigibles au titre des impôts visés aux titres 1 et 2 du présent livre, non réglées dans les délais prescrits par la réglementation en vigueur sont majorées d'un intérêt de retard prévu à l'article 989.

En qui concerne les acomptes provisionnels, la même majoration est également appliquée aux sommes non versées aux dates prévues à l'article 154.

Pour les redevables passibles de l'impôt minimum forfaitaire, le non versement du 1er acompte dans le délai prescrit est sanctionné par une pénalité égale à 25% de cet impôt.

En outre, les intérêts de retard sont appliqués sur la différence entre le montant du 1er acompte si celui-ci est plus élevé que l'impôt minimum forfaitaire lui-même.

Art. 164. bis - En cas de défaut de versement, il sera appliqué aux sommes exigibles une pénalité égale à 50%.

Art. 185. - 1 - Les chefs d'entreprise ainsi que les contribuables qui, à l'occasion de l'exercice de leur profession, versent à des tiers ne faisant pas partie de leur personnel salarié, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou autres honoraires, occasionnels ou non, gratifications et autres rétributions à des intermédiaires doivent déclarer ces sommes dans les conditions prévues aux articles 124 et 144, lorsqu'elles dépassent 10.000 FCFA par an pour un même bénéficiaire. Cette obligation est également applicable aux loyers de locaux pris à bail par les contribuables susvisés ainsi qu'aux loyers payés par des agences immobilières, des gérants de biens des sociétés civiles immobilières.

2 - Les entreprises, sociétés ou associations qui procèdent à l'encaissement et au versement des droits d'auteur ou d'inventeur sont tenues de déclarer, dans les conditions prévues aux articles 124 et 135, le montant des sommes dépassant 10.000 FCFA par an qu'elles versent à leurs membres et à leurs mandants.

3 - Les administrateurs et administrateurs-délégués de crédits du budget de l'Etat et les ordonnateurs des collectivités locales et des établissements publics, sont tenus de déclarer, au plus tard le 31 janvier de chaque année, le montant des loyers des locaux loués l'année précédente par l'Etat, la collectivité ou l'organisme dont ils dépendent.

Art. 187. - Toute infraction aux prescriptions des articles 124, 125, 126, 133, 135, 185 et 186 donne lieu à l'application d'une amende fiscale égale à 25% des sommes non déclarées. En outre, les omissions ou inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en vertu de ces articles, sont passibles d'une amende de 25% des sommes dues aux personnes concernées par ces renseignements.

Art. 192. - I - Sont passibles de taxation d'office les contribuables :

1°) qui n'ont pas souscrit la déclaration des revenus dans les délais légaux ;

2°) qui se sont abstenus de répondre dans les délais légaux aux demandes d'éclaircissements ou de justifications de l'agent chargé de l'assiette ;

3°) dont les dépenses personnelles, ostensibles ou notoires, augmentées de leurs revenus, en dépassent le total exonéré ;

4°) qui n'ont pas désigné de représentant dans les conditions prévus au dernier alinéa de l'article 944.

II. - Sont passibles de rectification d'office, les déclarations des contribuables qui :

- ne se conforment pas aux prescriptions des articles 919 à 951 du présent Code ;
- présentent une comptabilité inexacte, incomplète ou non probante ne permettant pas de justifier l'exactitude des résultats déclarés.

C - TABLEAUX RECAPITULATIFS BUDGET GENERAL RECETTES

I - PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2007.

TABLEAU 1 : Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de francs

| Art. Par | NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE | PREVISIONS LFI 2006 | REALISAS. AU 31/08/06 | TAUX | PREVISIONS | ECARTS | TAUX |
|---|---|---------------------|-----------------------|----------|-----------------|-----------------------|---------|
| RECETTES INTERNES 71 RECETTES FISCALES IMPOTS DIRECTS | | | | | | | |
| 71 1 | Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 96 400 000 96 | 128 880 268 128 | 133,69 % | 112 500 000 112 | 16 100 000 16 100 000 | 16,70% |
| 71 2 | Impôts sur les salaires et autres rémunérations | 110 600 000 110 | 43 422 457 43 | 39,26% | 133 800 000 133 | 23 200 000 | 20,98% |
| 71 3 | Impôts sur le patrimoine | 14 000 000 14 | 11 046 522 11 | | 17 000 000 17 | 3 000 000 | |
| 71 4 | Autres impôts directs CGI | 2 000 000 | 521 377 | 26,07% | 600 000 | -1 400 000 | -70,00% |
| | Total impôts directs..... | 223 000 000 | 183 870 624 183 | 82,45% | 263 900 000 | 40 900 000 40 900 | 18,34% |

| | | | | | | | | |
|---|--|--------------------------|--------------------------|-----|---------|--------------------------|----------------------------|----------|
| | | | 870 624 | | | 000 | | |
| 71 | IMPOTS INDIRECTS | | | | | | | |
| 71 5 | Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 510 600 000 600 000 | 316 741 635 741 635 | 316 | 62,03% | 553 500 500 000 | 42 900 000 42 900 | 8,40% |
| 71 6 | Droits de timbre et d'enregistrement | 21 800 000 | 12 630 468 630 468 | 12 | 57,94% | 25 300 000 | 3 500 000 | 16,06% |
| 71 7 | Droits et taxes à l'importation | 120 600 000 600 000 | 94 575 228 575 228 | 94 | 78,42% | 152 900 900 000 | 32 300 000 | 26,78% |
| 71 9 | Autres recettes fiscales | | 800 000 | | | | | 0 |
| | Total impôts indirects..... | 653 000 000 000 | 424 747 331 747 331 | 424 | 65,05% | 731 700 700 000 | 78 700 000 | 12,05% |
| 71 | TOTAL RECETTES FISCALES | 876 000 000 000 | 608 617 955 617 955 | 608 | 69,48% | 995 600 600 000 | 119 600 000 119 600 000 | 13,65% |
| 72 RECETTES NON FISCALES | | | | | | | | |
| 72 1 | Revenu de l'entreprise et du domaine | 15 900 000 900 000 | 2 075 000 | 15 | 13,05% | 5 000 000 000 | -10 900 000 | -68,55% |
| 72 2 | Droits et frais administratifs | 2 800 000 | 422 960 | | 15,11% | 1 000 000 000 | -1 800 000 | -64,29% |
| 72 3 | Amendes et condamnations pécuniaires | 100 000 | 448 214 | | 448,21% | 100 000 | 0 | 0,00% |
| 72 4 | produits financiers | 18 900 000 900 000 | 19 594 000 594 000 | 19 | 103,67% | 21 700 000 | 2 800 000 | 14,81% |
| 72 5 | Autres recettes non fiscales | 4 700 000 700 000 | 3 393 600 | 4 | 72,20% | 24 600 000 | 19 900 000 19 900 | 423,40% |
| 72 | TOTAL RECETTES NON FISCALES | 42 400 000 400 000 | 25 933 774 | 42 | 61,16% | 52 400 400 000 | 10 000 000 10 000 | 23,58% |
| TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72 | | 918 400 000 8 400 000 | 634 551 729 4 551 729 | 91 | 69,09% | 1 048 000 000 | 129 600 000 129 600 000 | 14,11% |
| 76 | Recettes exceptionnelles | 100 000 | 16 839 | | 16,84% | 100 000 | 0 | 0,00% |
| 29 | Remboursement Prêts rétrocédés | 8 000 000 | 0 | | 0,00% | | -8 000 000 | -100,00% |
| 17 | Autres Emprunts Intérieurs | | | | | 100 800 000 800 000 | | |
| TOTAL AUTRES RECETTES ART 76 - 29- 17 | | 8 100 000 | 16 839 | | 0,21% | 100 900 000 0 900 000 | -8 000 000 | -98,77% |
| TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29 et 17 | | 926 500 000 6 500 000 | 634 568 568 4 568 568 | 92 | 68,49% | 1 148 900 000 | 121 600 000 121 600 000 | 13,12% |
| RECETTES EXTERNES | | | | | | | | |
| 12 | Dons Projet et leg | 101 077 000 101 | | | 0,00% | 91 363 000 91 | -9 714 000 | -9,61% |

| | | | | | | | |
|---|----------------------------------|---|---|--------------------------|---|----------------------------------|--------------------------------------|
| | | 077 000 | | | 363 000 | | |
| 15 | Tirage sur emprunt | 191 895 000 191 895 000 | | 0,00% | 170 249 000 170 249 000 | -21 646 000 | -11,28% |
| 16 | Emprunt programme (dont déficit) | 134 000 000 134 000 000 | | 0,00% | 50 200 000 50 200 000 | -83 800 000 | -62,54% |
| 74 | Dons Programmes | 12 600 000 12 600 000 | 0 | 0,00% | 13 700 000 13 700 000 | 1 100 000 100 000 | 1 |
| TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15- 16- 74 12- 15- 16- 74 | | 439 572 000 43 9 572 000 | 78 558 390 | 17,87 % | 325 512 000 32 5 512 000 | -114 060 000 | - 25,95 % |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES | | 1 366 072 000 | 713 126 958 71 3 126 958 | 52,20 % | 1 474 412 000 | 000 10834 0 000 | 7,93% |

III. - En cas de défaut de déclaration prévue à l'article 46, la société civile est imposée d'office au taux de l'impôt sur les sociétés.

IV. - Dans tous les cas, l'impôt dû est majoré d'une pénalité déterminée conformément à l'article 989.

Art. 193. - La majoration est calculée au taux de 50%, porté à 100% en cas de récidive, lorsque :

- la taxation d'office pour défaut de déclaration fait suite à une demande d'explication écrite restée sans réponse au-delà de vingt (20) jours sans que le contribuable puisse établir sa bonne foi et que le bénéfice imposé excède 1.000.000 de francs ;
- La rectification d'office résulte d'omissions ou d'inexactitudes graves et répétées relevées dans la déclaration de résultats ou de la présentation d'une comptabilité impropre à justifier les résultats déclarés, et que le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Art. 388. - *Pour les affaires d'importation :*

Le redevable est tenu de faire apparaître distinctement, dans la déclaration de mise à la consommation la valeur en douane de la marchandise ou du produit concerné, le montant des droits d'entrée et des autres taxes et droits liquidés par la Douane.

La déclaration de mise à la consommation doit comporter, obligatoirement, le Numéro d'Identification National des Entreprises et Associations (NINEA) du contribuable.

Pour les mêmes affaires, la constatation des infractions et le contentieux sont soumis aux règles prévues en matière de droits d'entrée.

Art. 404. - Tout redevable qui ne répond pas dans le délai de trente (30) jours à une notification de redressement ou à un procès verbal est réputé avoir accepté les redressements de droits, les pénalités et les amendes qui y sont portés.

Annexe III du Livre II - Art. 24. - Toute déduction opérée sans le respect des obligations prévues à :

- l'article 23-a donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal constatant les infractions et au paiement d'une amende de 5% du montant de la taxe sur la valeur ajoutée déduit ;
- l'article 23-b donne lieu à l'établissement d'une notification de redressements et au paiement de la taxe irrégulièrement déduite, soit par imputation, soit par les autres modes de paiement habituels.

Cette notification entraîne l'application d'une pénalité conformément à l'article 990 du présent Code.

Art. 802. - Le tireur qui émet un chèque ne portant pas l'indication du lieu de l'émission ou sans date, celui qui émet un chèque d'une fausse date, celui qui tire un chèque sur une personne ou un établissement n'entrant pas dans une des catégories visées par la réglementation sur le chèque, est passible d'une amende de 25% de la somme pour laquelle le chèque a été tiré.

La même amende est due personnellement et sans recours par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans indication du lieu d'émission ou sans date ou portant une date postérieure à celle à laquelle il est endossé ou présenté.

Cette amende est due en outre par celui qui paie ou reçoit en compensation, un chèque sans indication du lieu d'émission ou sans date.

Art. 805. - Dans le cas de changement de domicile du propriétaire d'un véhicule, le paiement

de la taxe établie par l'article 780 a lieu dans le mois du changement de domicile, sous peine d'une amende de 10 000 francs CFA recouvrée par le service de l'enregistrement.

Art. 806. - L'amende encourue pour refus de communication dans les conditions prévues au Livre 4 est de 200 000 francs CFA, sauf dispositions contraires du présent Code.
Tout refus de communication est constaté par procès-verbal.

Art. 847. - Le défaut de présentation des actes à la formalité, dans le délai de deux (2) mois prévu à l'article 842 ci-dessus, entraîne l'application d'une amende égale à 25% des droits dus.

Art. 858. - La taxe est due au tarif plein pour les véhicules existants et utilisables entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours.
Aucune réduction n'est accordée en cas d'aliénation, de perte ou de destruction du véhicule.
Pour tout véhicule importé ou immatriculé entre le 1er juillet et le 31 décembre de l'année en cours, les tarifs fixés à l'article 856 sont réduits de moitié.

Art. 866. - Le défaut de paiement dans le délai fixé à l'article 861 rend exigible, indépendamment de la taxe dont le tarif est indiqué à l'article 856, une pénalité égale à 50% des montants dus.

Toute autre contravention donne lieu à l'application d'une amende conformément à l'article 990.

En outre, dans tous les cas, il peut être procédé à la saisie et à mise en fourrière du véhicule jusqu'à complet paiement de la taxe, de la pénalité ou de l'amende.

La saisie fait l'objet d'un procès-verbal confirmé s'il y a lieu par l'Inspecteur de l'Enregistrement territorialement compétent.

A défaut de paiement de la taxe et de l'amende dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure adressée au contribuable par lettre recommandée avec accusé de réception ou par cahier de transmission, le véhicule saisi est vendu par le service des Domaines, qui verse au bureau de l'enregistrement le produit net de la vente jusqu'à concurrence des sommes dues à ce bureau et, le cas échéant, consigne à la Trésorerie Générale le solde de ce produit net.

Art. 876. - Les personnes morales et les entreprises individuelles qui louent des véhicules sont tenues de déclarer avant le 1er février de chaque année au Bureau de l'Enregistrement de leur siège social ou de leur principal établissement, sous peine des sanctions prévues à l'article 990, un récapitulatif des contrats de location passés avec des personnes morales et précisant notamment :

- 1°) la raison sociale, l'adresse de la personne morale qui a pris le véhicule en location,
- 2°) le numéro d'immatriculation et la puissance fiscale de chaque véhicule,
- 3°) la durée et le prix de la location.

Art. 879. - Le défaut de paiement dans le délai fixé à l'article précédent ainsi que toute autre contravention ayant entraîné un préjudice pour le trésor, rendent exigible, indépendamment de la taxe, une pénalité déterminée conformément à l'article 990 du présent Code.

Toute inexactitude ou omission dans la déclaration, toute autre infraction n'ayant pas entraîné un préjudice pour le trésor donne lieu à l'application d'une amende déterminée conformément à l'article 990.

En outre, dans tous les cas, il peut être procédé à la saisie, à la mise en fourrière et à la vente du véhicule dans les formes et conditions déterminées par l'article 866 du présent Livre.

Art. 898. - L'omission dans l'origine de propriété contenue dans les actes ou déclarations de mutations immobilières, des renseignements prescrits par l'article 891 ci-dessus est punie d'une amende égale à 25% de la taxe exigible. Cette amende est personnelle à l'officier ministériel rédacteur de l'acte ou au déclarant.

L'indication d'une valeur d'acquisition reconnue fautive est passible d'une pénalité égale à 50% de la taxe calculée en tenant compte de la véritable valeur d'acquisition.

Les droits perçus à titre de pénalités pour défaut d'enregistrement dans les délais, portent sur les droits simples d'enregistrement majorés de la taxe de plus-value.

Art. 919. - Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence, dans les vingt jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement des opérations imposables.

La déclaration d'existence est adressée au directeur des impôts, en double exemplaire.

Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et, s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses

magasins de vente.

Dans le mois de la création d'un fonds commun de placement, le gérant dépose auprès de l'Administration dans le ressort de laquelle il souscrit sa déclaration de bénéfices ou, à défaut, sa déclaration de revenus, une déclaration d'existence du fonds et un exemplaire du règlement de celui-ci.

La liste constatant la propriété des parts d'un fonds commun de placement doit mentionner :

- si le souscripteur est une personne physique : les nom, prénoms, date de naissance et domicile fiscal de celle-ci ;
- s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination ou la raison sociale, la forme juridique, le numéro d'identification national des Entreprises et Associations (NINEA) et le lieu du siège social de cette dernière ;
- s'il s'agit d'un fonds commun de placement : la dénomination de ce fonds, ainsi que l'identité et le domicile fiscal de son gérant.

Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux alinéas 1er et 2ème du présent article.

Toute infraction aux dispositions du présent article, est sanctionnée par une amende fiscale de 200 000 francs constatée sur procès-verbal.

Lorsque l'expiration des délais prévus pour le dépôt des déclarations ou pour le paiement de l'impôt coïncide avec un des jours de fermeture prévue à l'article 420, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

Art. 954. - La non-teneur ou la destruction avant l'expiration d'un délai de dix (10) ans des documents visés au présent Code donne lieu à l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 990 du présent Code.

Cette amende est portée au procès-verbal constatant l'infraction et recouvrée par les receveurs.

Art. 955. - Tout officier public ou ministériel, tout expert et toute autre personne, association, groupement ou société faisant profession de tenir les écritures comptables de plusieurs clients qui a apporté son concours à l'établissement ou l'utilisation des documents ou renseignements reconnus inexacts, est passible d'une amende fiscale fixée conformément aux dispositions de l'article 990 du présent Code, que ces infractions aient été commises auprès d'un seul ou de plusieurs assujettis, soit successivement soit simultanément.

Cette amende est portée au procès-verbal constatant l'infraction et recouvrée par les receveurs.

Art. 993. - Tout assujetti qui ne répond pas dans un délai d'un mois à une demande écrite de renseignement de l'administration s'expose à une amende de 200.000 francs, sans préjudice des sanctions prévues spécifiquement au présent Code. Il devra en outre apporter la preuve de l'exagération des redressements ou des taxations d'office établies à son encontre pour défaut de réponse aux demandes de renseignement.

Art. 994. - Les personnes physiques ou morales visées ci-dessus qui ont fait l'objet d'un procès-verbal seront mises en demeure de s'exécuter dans un délai de dix (10) jours.

Passé ce délai, tout nouveau refus explicite ou tacite donnera lieu à une nouvelle amende de 200 000 francs constatée sur procès-verbal.

Art. 999. - Tout contribuable qui n'a pas intégralement payé les contributions dont il est redevable dans les deux (2) mois de leur exigibilité doit acquitter un intérêt de retard tel que prévu à l'article 989 sur les sommes restées impayées.

Art. 1050. - Tout assujetti peut contester devant la justice les impositions qui sont établies à son encontre après réception des avertissements ou des notifications de titre de perception ou de refus de restitution, à condition de se conformer aux règles particulières établies spécifiquement pour chaque impôt aux Livres 1, 2 et 3.

La contestation n'est pas recevable si l'assujetti avait au préalable reconnu le bien-fondé des réclamations de droits qui lui ont été adressées.

Art. 4. - Les dispositions de la présente loi prendront effet à compter du 1er janvier 2007.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

L'introduction de l'informatique dans la vie administrative sénégalaise est une option ferme du

Gouvernement qui traduit sa volonté de moderniser et de rendre efficiente l'action des services publics. C'est ainsi qu'au niveau de la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), le processus d'informatisation enclenché depuis quelques années va, dans les mois à venir, connaître une accélération sans précédent avec l'implantation d'un logiciel d'administration des impôts dénommé SIGTAS, qui est un système intégré de gestion de l'impôt. Cette nouvelle donne entraîne irrémédiablement un réajustement du dispositif normatif actuel pour rendre compatible les dispositions fiscales d'ordre législatif et réglementaire avec le nouveau système informatique.

C'est ainsi que la gestion informatisée du compte du contribuable a comme corollaire la détermination automatisée des montants dus par chaque contribuable.

De même, le régime des sanctions fiscales est amélioré avec tout d'abord l'application universelle d'un intérêt de retard à tout montant dû dès l'échéance du paiement. Cela aura comme principal effet de dissuader les arbitrages financiers effectués au détriment du trésor public. En effet, en pratique, certains contribuables privilégient le règlement de leurs autres engagements plutôt que de s'acquitter de leurs dettes fiscales.

Cet effort de rationalisation s'est poursuivi en revisitant le dispositif des amendes et pénalités appliquées aux infractions au Code Général des Impôts, dans le sens de sa simplification, pour que son application soit aisée pour l'Administration tout en restant dissuasive pour les contrevenants.

En outre, c'est dans cet esprit qu'il est proposé de supprimer le système des transactions, source de lourdeur et d'inefficacité dans l'action administrative, pour le remplacer par un dispositif simple et transparent où les pénalités sont fixées selon la nature de l'infraction relevée. Cela devra permettre d'améliorer sensiblement les conditions du recouvrement suite à des redressements.

Par ailleurs, afin de permettre aux sociétés civiles professionnelles d'exercer leurs activités dans un environnement fiscal plus favorable, il leur est désormais possible d'opter, à l'instar de certaines sociétés de personnes, pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés. De même, conformément aux engagements de l'Etat, il est proposé la suppression de la taxe d'égalisation à compter du 1er janvier 2007.

Enfin, il est apparu nécessaire, pour un souci d'efficacité dans l'action du service, en matière de droits d'enregistrement, de revoir certaines dispositions relatives à la Taxe annuelle sur les véhicules à moteur. Désormais, pour tout véhicule importé ou immatriculé après le 30 juin d'une année déterminée, le tarif annuel correspondant réduit de moitié correspond au prorata à payer.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

J.O. N° 6330 du SAMEDI 3 MARS 2007

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006 (Suite1)

| BUDGET GENERAL RECETTES | | | | | | | |
|--|---|-------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|----------|
| I . - PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2007. | | | | | | | |
| TABLEAU 1 : Prévisions des recettes par article et par paragraphe | | | | | | | |
| En milliers de francs | | | | | | | |
| Art.Par | NOMENCLATURE ET NATURE | PREVISIONS LFI 2006 | REALISAS. AU 31/08/06 | TAUX REALIS | PREVISIONS PLFI 2007 | ECARTSLF 2006/LF 2007 | TAUXPROG |
| | RECETTES INTERNES | | | | | | |
| 71 | RECETTES FISCALES IMPOTS DIRECTS | | | | | | |
| 71 1 | Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 96 400 000 96 400 000 | 128 880 128 880 268 | 133,69% | 112 500 000 112 500 000 | 16 100 000 16 100 000 | 16,70% |
| 71 2 | Impôts sur les salaires et autres rémunérations | 110 600 000 110 600 000 | 43 422 43 422 457 | 39,26% | 133 800 000 133 800 000 | 23 200 000 23 200 000 | 20,98% |
| 71 3 | Impôts sur le patrimoine | 14 000 000 14 000 000 | 11 046 11 046 522 | 17 000 000 17 000 000 | | 3 000 000 3 000 000 | |
| 71 4 | Autres impôts directs CGI | 2 000 000 2 000 000 | 521 377 521 377 | 26,07% | 600 000 600 000 | -1 400 000 -1 400 000 | -70,00% |
| | Total impôts directs..... | 223 000 000 223 000 000 | 183 870 183 870 624 | 82,45% | 263 900 000 263 900 000 | 40 900 000 40 900 000 | 18,34% |

| | | | | | | | | | |
|------|---|---------------------|-----------------------|-----|---------|-----------------|-----------------|----|----------|
| 71 | IMPOTS INDIRECTS | | | | | | | | |
| 71 5 | Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 510 600 000 | 510 635 741 635 | 316 | 62,03% | 553 500 000 | 553 42 900 000 | 42 | 8,40% |
| 71 6 | Droits de timbre et d'enregistrement | 21 800 000 | 12 630 468 630 468 | 12 | 57,94% | 25 300 000 | 3 500 000 | | 16,06% |
| 71 7 | Droits et taxes à l'importation | 120 600 000 | 94 575 228 575 228 | 94 | 78,42% | 152 900 000 | 32 300 000 | | 26,78% |
| 71 9 | Autres recettes fiscales | | 800 000 | | | | 0 | | |
| | Total impôts indirects..... | 653 000 000 000 | 653 331 424 747 331 | 424 | 65,05% | 731 700 000 731 | 78 700 000 | | 12,05% |
| 71 | TOTAL RECETTES FISCALES | 876 000 000 000 | 876 955 608 617 955 | 608 | 69,48% | 995 600 000 995 | 119 600 000 119 | | 13,65% |
| 72 | RECETTES NON FISCALES | | | | | | | | |
| 72 1 | Revenu de l'entreprise et du domaine | 15 900 000 900 000 | 15 2 075 000 | | 13,05% | 5 000 000 5 | -10 900 000 | | -68,55% |
| 72 2 | Droits et frais administratifs | 2 800 000 | 422 960 | | 15,11% | 1 000 000 1 | -1 800 000 | | -64,29% |
| 72 3 | Amendes et condamnations pécuniaires | 100 000 | 448 214 | | 448,21% | 100 000 | 0 | | 0,00% |
| 72 4 | produits financiers | 18 900 000 900 000 | 18 19 594 000 594 000 | 19 | 103,67% | 21 700 000 | 2 800 000 | | 14,81% |
| 72 5 | Autres recettes non fiscales | 4 700 000 700 000 | 4 3 393 600 | | 72,20% | 24 600 000 | 19 900 000 19 | | 423,40% |
| 72 | TOTAL RECETTES NON FISCALES 42 | 400 000 | 25 933 774 | | 61,16% | 52 400 000 52 | 10 000 000 10 | | 23,58% |
| | TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71- 72 | 918 400 000 400 000 | 918 729 634 551 729 | 634 | 69,09% | 1 048 000 000 | 129 600 000 129 | | 14,11% |
| 76 | Recettes exceptionnelles | 100 000 | 16 839 | | 16,84% | 100 000 | 0 | | 0,00% |
| 29 | Remboursement Prêts rétrocédés | 8 000 000 | 0 | | 0,00% | | -8 000 000 | | -100,00% |
| 17 | Autres Emprunts Intérieurs | | | | | 100 800 000 100 | | | |
| | TOTAL AUTRES RECETTES ART 76 - 29- 17 | 8 100 000 | 16 839 | | 0,21% | 100 900 000 100 | -8 000 000 | | -98,77% |
| | TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29 et 17 | 926 500 000 500 000 | 926 568 634 568 568 | 634 | 68,49% | 1 148 900 000 | 121 600 000 121 | | 13,12% |
| | RECETTES EXTERNES | | | | | | | | |
| 12 | Dons Projet et leg | 101 077 000 077 000 | 101 | | 0,00% | 91 363 000 91 | -9 714 000 | | -9,61% |
| 15 | Tirage sur emprunt | 191 895 000 895 000 | 191 | | 0,00% | 170 249 000 170 | -21 646 000 | | -11,28% |
| 16 | Emprunt programme (dont déficit) | 134 000 000 000 000 | 134 | | 0,00% | 50 200 000 50 | -83 800 000 | | -62,54% |
| 74 | Dons Programmes | 12 600 000 600 000 | 12 | 0 | 0,00% | 13 700 000 13 | 1 100 000 1 | | |
| | TOTAL RECETTES EXTERNES art 12- 15-16- | 572 000 | 78 558 390 | | 17,87% | 325 512 000 325 | -114 060 000 | | -25,95% |

| | | | | | | | |
|----------------------------|---------------|-------------|-------------|---------|-------------------|---------------------|-------|
| 74 439 | | | | 512 000 | | | |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES | 1 366 072 000 | 713 126 958 | 713 126 958 | 52,20% | 1 474 412 000 000 | 108 340 108 340 000 | 7,93% |

DEPENSES

II. - COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC
OU MINISTERE DES CREDITS DE LA LOI DE FINANCES 2007 AVEC CELLES DE LA LOI DE FINANCES 2006.

ANNEXE III
RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE

Lois de Finances pour l'année 2007

| Pouvoirs publics ou Ministères | Crédits ouverts en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/ crédits de paiement nouv | Total | Ecartsvaleur absolue | % |
|--|----------------------------|-----------------------------|---|-------------------|----------------------|-----------|
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Dépenses consolidées | | | | | | |
| Titre 1 - Dette publique | 119.500.000.000 | 88.250.000.000 | 0 | 88.250.000.000 | - 31.250.000.000 | - 26,15 % |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 266.300.000.000 | 300.493.428.000 | 9.506.572.000 | 310.000.000.000 | 43.700.000.000 | 16,41 % |
| Titre 3 - Dépenses de fonction. | 197.222.093.000 | 182.110.178.000 | 56.545.117.000 | 238.655.295.000 | 41.433.202.000 | 21,01 % |
| Titre 4 - Dépenses de transfert | 169.777.907.000 | 162.632.965.000 | 23.311.740.000 | 185.944.705.000 | 16.166.798000 | 9,52% |
| TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES | 752.800.000.000 | 733.496.571.000 | 89.363.429.000 | 822.850.000.000 | 70.060.000.000 | 9,31% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses en capital | 425.497.966.972 | 444.085.220.516 | 0 | 444.085.220.516 | 18.587.253.544 | 4,37% |
| Titre 6 - Transfert en capital | 187.738.600.000 | 207.546.950.000 | 0 | 207.546.950.000 | 19.806.350.000 | 10,55 % |
| TOTAL BUDGET D'INVEST. | 613.236.566.972 | 651.632.170.516 | 0 | 651.632.170.516 | 38.395.603.544 | 6,26% |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 1.368.038.686.972 | 1.385.118.741.516 | 89.363.429.000 | 1.474.482.170.516 | 108.445.803.544 | 7,94% |
| Titre 7 - Comptes spé. du Trésor | 47.205.000.000 | 53.255.000.000 | 0 | 53.255.000.000 | 6.050.000.000 | 12,82 % |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR. | 47.205.000.000 | 53.255.000.000 | 0 | 53.255.000.000 | 6.050.000.000 | 12,82 % |
| TOTAL BUDGET GENERAL ET CST | 1.413.241.566.972 | 1.438.373.741.516 | 89.363.429.000 | 1.527.737.170.516 | 114.495.603.544 | 8,10 % |
| dont total hors dépenses de personnel et dette | 367.000.000.000 | 344.743.143.000 | 79.856.857.000 | 424.600.000.000 | 57.600.000.000 | 15,69 % |
| Dotations internes (Dépenses de fonctionnement)Subvention Pays Bas | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Total dotations internes (Dépenses de fonctionnement) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Dotations internes (Transferts courants)Dotation Aval et Garanties | 3.500.000.000 | 3.500.000.000 | 0 | 3.500.000.000 | 0 | 0,0% |

| | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|---------------|
| Dotation Prêts au logement | 2.000.000.000 | 5.000.000.000 | 0 | 5.000.000.000 | 3.000.000.000 | 150,0 % |
| Total dotation internes (Transferts courants) | 5.500.000.000 | 8.500.000.000 | 0 | 8.500.000.000 | 3.000.000.000 | 54,55 % |
| Dont Budget Gén à CST Total Dépenses consolidées | | | | | | |
| Titre 1 - Dette publique | 119.500.000.000 | 88.250.000.000 | 0 | 88.250.000.000 | -31.250.000.000 | -26,15 % |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 266.300.000.000 | 300.493.428.000 | 9.506.572.000 | 310.000.000.000 | 43.700.000.000 | 16,41 % |
| Titre 3 - Dépenses de fonction. | 197.222.093.000 | 182.110.178.000 | 56.545.117.000 | 238.655.295.000 | 41.433.202.000 | 21,01 % |
| Titre 4 - de transfert courants | 164.277.907.000 | 154.132.965.000 | 23.311.740.000 | 177.444.705.000 | 13.166.798.000 | 8,01% |
| TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE | 747.300.000.000 | 724.986.571.000 | 89.363.429.000 | 814.350.000.000 | 67.050.000.000 | 8,97 % |

| Pouvoirs publics ou Ministères | Crédits ouverts en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/ crédits de paiement nouv | Total | Ecartsvaleur absolue | % |
|---|----------------------------|-----------------------------|---|-------------------|----------------------|--------|
| Budget d'investissement Titre 5 - Dépenses en capital | 425.497.966.972 | 444.085.220.516 | 0 | 444.085.220.516 | 18.587.253.544 | 4,37% |
| Titre 6 - Transfert en capital | 187.738.600.000 | 207.546.950.000 | 0 | 207.546.950.000 | 19.808.350.000 | 10,55% |
| TOTAL BUDGET D'INVEST. | 613.236.566.972 | 651.632.170.516 | 0 | 651.632.170.516 | 38.395.603.544 | 6,26% |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 1.360.536.566.972 | 1.376.618.741.516 | 89.363.429.000 | 1.466.982.170.516 | 106.445.603.544 | 7,75% |
| Titre 7 - Comptes spé. du Trésor | 47.250.000.000 | 53.255.000.000 | 0 | 53.255.000.000 | 6.050.000.000 | 12,82% |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR. | 47.250.000.000 | 53.255.000.000 | 0 | 53.255.000.000 | 6.050.000.000 | 12,82% |
| TOTAL BUDGET GENERAL ET CST | 1.407.741.566.972 | 1.429.873.741.516 | 89.363.429.000 | 1.519.237.170.516 | 114.495.603.544 | 7,92% |
| (1) BCI = Budget consolidé d'investissement (2) BG à CST = Dotation du budget Général aux comptes Spéciaux du Trésor | | | | | | |
| 23 Commission Electorale Nationale Autonome | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 3-23 - Dépenses de fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Titre 4 -23 Transferts courants | 800.000.000 | 800.000.000 | 1.200.000.000 | 2.000.000.000 | 1.200.000.000 | 150,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 800.000.000 | 800.000.000 | 1.200.000.000 | 2.000.000.000 | 1.200.000.000 | 150,0% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 800.000.000 | 800.000.000 | 1.200.000.000 | 2.000.000.000 | 1.200.000.000 | 150,0% |
| Total Général Section | 23 800.000.000 | 800.000.000 | 1.200.000.000 | 2.000.000.000 | 1.200.000.000 | 150,0% |
| 24 Conseil de la République Des Aff. économ. et sociales | | | | | | |

| BUDGET GENERAL | | | | | | |
|--|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2-24 Dépenses de personnel | 1.988.511.000 | 1.988.511.000 | 0 | 1.988.511.000 | 0 | 0,0 |
| Titre 3 -24 Dépenses de fonctionnement | 900.000.000 | 900.000.000 | 250.000.000 | 1.150.000.000 | 250.000.000 | 27,78% |
| Total Budget de Fonctionnement | 2.888.511.000 | 2.888.511.000 | 250.000.000 | 3.138.511.000 | 250.000.000 | 8,65% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 6-24 Transfert en Capital | 180.000.000 | 80.000.000 | 0 | 80.000.000 | -100.000.000 | -55,56% |
| TOTAL BUDGET D'INVESTISSEMENT | 180.000.000 | 80.000.000 | 0 | 80.000.000 | -100.000.000 | -55,56% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 3.068.511.000 | 2.968.511.000 | 250.000.000 | 3.218.511.000 | 150.000.000 | 4,89% |
| Total Général Section 24 | 3.068.511.000 | 2.968.511.000 | 250.000.000 | 3.218.511.000 | 150.000.000 | 4,89% |
| 25 Conseil Constitutionnel | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2-25 Dépenses de personnel | 88.231.000 | 104.748.180 | 0 | 104.748.180 | 16.517.180 | 18,72% |
| Titre 3 -25 Dépenses de fonctionnement | 73.761.000 | 73.761.000 | 0 | 73.761.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 161.992.000 | 178.509.180 | 0 | 178.509.180 | 16.517.180 | 10,20% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 161.992.000 | 178.509.180 | 0 | 178.509.180 | 16.517.180 | 10,20% |
| Total Général Section 25 | 161.992.000 | 178.509.180 | 0 | 178.509.180 | 16.517.180 | 10,20% |

| Pouvoirs publics ou Ministères | Crédits ouverts en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/ crédits de paiement nouv | Total | Ecartsvaleur absolue | % |
|---|----------------------------|-----------------------------|---|--------------------|----------------------|----------------|
| 26 Conseil d'Etat | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2-26 Dépenses de personnel | 209.614.000 | 188.331.420 | 0 | 188.331.420 | -21.282.580 | -10,15% |
| Titre 3 -26 Dépenses de fonctionnement | 140.003.000 | 140.003.000 | 0 | 140.003.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 349.617.000 | 328.334.420 | 0 | 328.334.420 | -21.282.580 | -6,09% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 -26 Investissements exécutés par l'Etat | 50.000.000 | 0 | 0 | 0 | -50.000.000 | -100,0% |
| Total Budget d'investissement | 50.000.000 | 0 | 0 | 0 | -50.000.000 | -100,0% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 399.617.000 | 328.334.420 | 0 | 328.334.420 | -71.282.580 | -17,84% |
| Total Général Section 26 | 399.617.000 | 328.334.420 | 0 | 328.334.420 | -71.282.580 | -17,84% |
| 27 Cour de Cassation | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---|---------------|-------------|--------|
| Titre 2 - 27 Dépenses de personnel | 286.989.000 | 323.355.802 | 0 | 323.355.802 | 36.366.802 | 12,87% |
| Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement | 144.358.000 | 144.358.000 | 0 | 144.358.000 | 0 | 0,0% |
| Titre 4 - 27 Transferts courrants | 2.100.000 | 2.100.000 | 0 | 2.100.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 433.447.000 | 469.813.802 | 0 | 469.813.802 | 36.366.802 | 8,39% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 27 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 125.000.000 | 0 | 125.000.000 | 125.000.000 | |
| Total Budget d'investissement | 0 | 125.000.000 | 0 | 125.000.000 | 125.000.000 | |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 433.447.000 | 469.813.802 | 0 | 594.813.802 | 161.366.802 | 37,23% |
| Total Général Section 27 | 433.447.000 | 469.813.802 | 0 | 594.813.802 | 161.366.802 | 37,23% |
| 28 Cours des Comptes | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 28 Dépenses de personnel | 468.113.000 | 528.255.880 | 0 | 528.255.880 | 60.142.880 | 12,85% |
| Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement | 264.250.000 | 264.250.000 | 0 | 264.250.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 732.363.000 | 792.505.880 | 0 | 792.505.880 | 60.142.880 | 8,21% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 28 Investissements exécutés par l'Etat | 595.000.000 | 920.000.000 | 0 | 920.000.000 | 325.000.000 | 54,62% |
| Total Budget d'investissement | 595.000.000 | 920.000.000 | 0 | 920.000.000 | 325.000.000 | 54,62% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.327.363.000 | 1.712.505.880 | 0 | 1.712.505.880 | 385.142.880 | 29,02% |
| Total Général Section 28 | 1.327.363.000 | 1.712.505.880 | 0 | 1.712.505.880 | 385.142.880 | 29,02% |

| Pouvoirs publics ou Ministères | Crédits ouverts en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/ crédit s de paiement nouv | Total | Ecartsvaleur absolue | % |
|--|-------------------------------|--------------------------------|---|---------------|-------------------------|--------|
| 30 Primature | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 30 Dépenses de personnel | 667.927.000 | 1.325.587.120 | 0 | 1.325.587.120 | 657.660.120 | 98,46% |
| Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement | 3.396.094.000 | 3.534.344.000 | 83.000.000 | 3.617.344.000 | 221.250.000 | 6,51% |
| Titre 4 - 30 | 1.209.560.000 | 1.574.560.000 | 601.873.000 | 2.176.433.000 | 966.873.000 | 79,94% |

| | | | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | | | | | | |
| Total Budget de fonctionnement | 5.273.581.000 | 6.434.491.120 | 684.873.000 | 7.119.364.120 | 1.845.783.120 | 35,00% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 30 Investissements exécutés par l'Etat | 21.572.000.000 | 30.131.000.000 | 0 | 30.131.000.000 | 8.559.000.000 | 39,68% |
| Titre 6 - 30 Transfert en capital | 1.110.000.000 | 1.372.000.000 | 0 | 1.372.000.000 | 262.000.000 | 23,60% |
| Total Budget d'investissement | 22.682.000.000 | 31.503.000.000 | 0 | 31.503.000.000 | 8.821.000.000 | 38,89% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 27.955.581.000 | 37.937.491.120 | 684.873.000 | 38.622.364.120 | 10.666.783.120 | -38,16% |
| Total Général Section 30 | 27.955.581.000 | 37.937.491.120 | 684.873.000 | 38.622.364.120 | 10.666.783.120 | -38,16% |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 31 Dépenses de personnel | 10.483.019.000 | 13.168.836.120 | 0 | 13.168.836.120 | 2.685.817.120 | 25,62% |
| Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement | 10.657.633.000 | 10.608.515.000 | 1.670.000.000 | 12.278.515.000 | 1.620.882.000 | 15,21% |
| Titre 4 - 31 Dépenses de fonctionnement | 4.529.336.000 | 4.529.336.000 | 0 | 4.529.336.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 25.669.988.000 | | 1.670.000.000 | 29.976.687.120 | 4.306.699.120 | 16,78% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5-31 Investissements exécutés par l'Etat | 2.750.000.000 | 5.679.000.000 | 0 | 5.679.000.000 | 2.929.000.000 | 106,51% |
| Total Budget d'investissement | 2.750.000.000 | 5.679.000.000 | 0 | 5.679.000.000 | 2.929.000.000 | 106,51% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 28.419.988.000 | 33.985.687.120 | 1.670.000.000 | 35.655.687.120 | 7.235.699.120 | 25,46% |
| Total Général Section 31 | 28.419.988.000 | 33.985.687.120 | 1.670.000.000 | 35.655.687.120 | 7.235.699.120 | 25,46% |
| 32 Ministère des Forces Armées | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 32 Dépenses de personnel | 42.561.284.000 | 50.461.942.980 | 0 | 50.461.942.980 | 7.900.658.980 | 18,56% |
| Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement | 14.581.728.000 | 14.036.728.000 | 700.000.000 | 14.736.728.000 | 155.000.000 | 1,08% |

| | | | | | | |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------------|---------------|
| Titre 4 - 32 Dépenses de fonctionnement | 709.879.000 | 2.024.879.000 | 460.000.000 | 2.484.879.000 | 1.775.000.000 | 250,04% |
| Total Budget de fonctionnement | 57.852.891.00 0 | 66.523.549.98 0 | 1.160.000.000 | 67.683.549.98 0 | 9.830.658.980 | 16,99% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 32 Investissement s exécutés par l'Etat | 19.175.000.000 | 23.448.000.000 | 0 | 23.448.000.000 | 4.273.000.000 | 22,28% |
| Titre 6 - 32 Transferts en capital | 500.000.000 | 1.275.000.000 | 0 | 1.275.000.000 | 775.000.000 | 155,0% |
| Total Budget d'investissem ent | 19.675.000.00 0 | 24.723.000.00 0 | 0 | 24.723.000.00 0 | 5.048.000.000 | 25,68% |
| TOTAL BUDGET GENERAL COMP. SPEC. DU TRESOR | 77.527.891.00 0 | 91.246.549.98 0 | 1.160.000.000 | 92.406.549.98 0 | 14.878.658.98 0 | 19,19% |
| Comptes spéciaux du Trésor | | | | | | |
| Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor | 150.000.000 | 150.000.000 | 0 | 150.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Compte Spéciaux du Trésor | 150.000.000 | 150.000.000 | 0 | 150.000.000 | 0 | 0,0% |
| TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR | 150.000.000 | 150.000.000 | 0 | 150.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Général Section 32 | 77.677.891.00 0 | 91.396.549.98 0 | 1.160.000.000 | 92.556.549.98 0 | 14.878.658.98 0 | 19,15% |

| Pouvoir publicsou Ministères | Crédits ouverts | | Lois de Finances pour l'année 2007 | | | |
|---|-----------------|--------------------------------|--|----------------|-------------------------|--------|
| | en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Messures Nouvelles/crédits de paiement nouv | Total | Ecart Valeur absolue | % |
| 33 Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 33 Dépenses de personnel | 19.468.756.000 | 22.026.250.020 | 0 | 22.026.250.020 | 2.557.494.020 | 13,14% |
| Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement | 10.794.506.000 | 7.798.034.000 | 13.522.000.000 | 21.320.034.000 | 10.525.528.000 | 97,51% |
| Titre 4 - 33 Transferts courrants | 0 | 14.713.105.000 | 1.000.000.000 | 15.713.105.000 | 15.713.105.000 | |
| Total Budget de fonctionnement | 30.263.262.000 | 44.537.389.020 | 14.522.000.000 | 59.059.389.020 | 28.796.127.020 | 95,15% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 33 Transfert en Capital | 11.035.000.000 | 11.867.000.000 | 0 | 11.867.000.000 | 832.000.000 | 7,54% |
| Titre 6 - 33 Transfert en Capital | 0 | 10.800.000.000 | 0 | 10.800.000.000 | 10.800.000.000 | |

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------|
| Total Budget d'investissement | 11.035.000.000 | 22.667.000.000 | 0 | 22.667.000.000 | 11.632.000.000 | 105,41% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 41.298.262.000 | 67.204.389.020 | 14.522.000.000 | 81.726.389.020 | 40.428.127.020 | 97,89% |
| COMP. SPEC. DU TRESOR | | | | | | |
| Comptes spéciaux du Trésor Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor | 300.000.000 | 300.000.000 | 0 | 300.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Compte Spéciaux du Trésor | 300.000.000 | 300.000.000 | 0 | 300.000.000 | 0 | 0,0% |
| TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR | 300.000.000 | 300.000.000 | 0 | 300.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Général Section 33 | 41.598.262.000 | 67.504.389.020 | 14.522.000.000 | 82.026.389.020 | 40.428.127.020 | 97,19% |
| 34 Ministère de la Justice | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 34 Dépenses de personnel | 9.019.602.000 | 11.882.242.060 | 0 | 11.882.242.060 | 2.862.640.060 | 31,74% |
| Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement | 4.137.372.000 | 4.062.372.000 | 1.149.000.000 | 5.211.372.000 | 1.074.000.000 | 25,96% |
| Titre 4 - 34 Transferts courants | 710.700.000 | 710.700.000 | 50.000.000 | 760.700.000 | 50.000.000 | 7,04% |
| Total Budget de fonctionnement | 13.867.674.000 | 16.655.314.060 | 1.199.000.000 | 17.854.314.060 | 3.986.640.060 | 28,75% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 34 Investissements exécutés par l'Etat | 2.700.000.000 | 3.300.000.000 | 0 | 3.300.000.000 | 600.000.000 | 22,22% |
| Titre 6 - 34 Transferts en capital | 3.500.000.000 | 3.500.000.000 | 0 | 3.500.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget d'investissement | 6.200.000.000 | 6.800.000.000 | 0 | 6.800.000.000 | 600.000.000 | 9,68% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 20.067.674.000 | 23.455.314.060 | 1.199.000.000 | 24.654.314.060 | 4.586.640.060 | 22,86% |
| COMP. SPEC. DU TRESOR Comptes spéciaux du Trésor | | | | | | |
| Titre 7 - 34 Comptes Spéciaux du Trésor | 15.000.000 | 15.000.000 | 0 | 15.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Comptes Spéciaux du Trésor | 15.000.000 | 15.000.000 | 0 | 15.000.000 | 0 | 0,0% |
| TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR | 15.000.000 | 15.000.000 | 0 | 15.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Général | 20.082.674.000 | 23.470.314.060 | 1.199.000.000 | 24.669.314.060 | 4.586.640.060 | 22,84% |

| Section 34 | | | | | | |
|---|-----------------|------------------------------------|---|---------------|----------------------|---------|
| | Crédits ouverts | Lois de Finances pour l'année 2007 | | | | |
| Pouvoir public ou Ministères | en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Messures Nouvelles/crédits de paiement nouv | Total | Ecart Valeur absolue | % |
| 35 Ministère de la Fonction Publ., Trav. et Organ. Profes. | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 35 Dépenses de personnel | 666.314.000 | 911.805.000 | 0 | 911.805.000 | 245.491.000 | 36,84% |
| Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement | 673.430.000 | 643.630.000 | 12.000.000 | 655.630.000 | -17.800.000 | -2,64% |
| Titre 4 - 35 Transferts courants | 60.000.000 | 118.000.000 | 60.000.000 | 178.000.000 | 118.000.000 | 196,67% |
| Total Budget de fonctionnement | 1.399.744.000 | 1.673.435.000 | 72.000.000 | 1.745.435.000 | 345.691.000 | 24,70% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 35 Investissements exécutés par l'Etat | 1.050.000.000 | 887.325.000 | 0 | 887.325.000 | -162.675.000 | -15,49% |
| Titre 6 - 35 Transfert en Capital | 200.000.000 | 0 | 0 | 0 | -200.000.000 | -100,0% |
| Total Budget d'investissement | 1.250.000.000 | 887.325.000 | 0 | 887.325.000 | -362.675.000 | -29,01% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 2.649.744.000 | 2.560.760.000 | 72.000.000 | 2.632.760.000 | -16.984.000 | -0,64% |
| Total Général Section 35 | 2.649.744.000 | 2.560.760.000 | 72.000.000 | 2.632.760.000 | -16.984.000 | -0,64% |
| 36 Ministère Relations avec les Institutions | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 36 Dépenses de personnel | 94.804.000 | 95.513.460 | 0 | 95.513.460 | 709.460 | 0,75% |
| Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement | 120.123.000 | 120.123.000 | 0 | 120.123.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 214.927.000 | 215.636.460 | 0 | 215.636.460 | 709.460 | 0,33% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 36 Investissements exécutés par l'Etat | 50.000.000 | 50.000.000 | 0 | 50.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget d'investissement | 50.000.000 | 50.000.000 | 0 | 50.000.000 | 0 | 0,0% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 264.927.000 | 265.636.460 | 0 | 265.636.460 | 709.460 | 0,27% |
| Total Général Section 36 | 264.927.000 | 265.636.460 | 0 | 265.636.460 | 709.460 | 0,27% |
| 37 Ministère de la Micro-Finance et de la Coopéra. Internationale Décentralisée | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|--------|
| Titre 2 - 37 Dépenses de personnel | 192.131.000 | 205.025.920 | 0 | 205.025.920 | 12.894.920 | 6,71% |
| Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement | 241.885.000 | 223.400.000 | 8.500.000 | 231.900.000 | -9.985.000 | -4,13% |
| Total Budget de fonctionnement | 434.016.000 | 428.425.920 | 8.500.000 | 436.925.920 | 2.909.920 | 0,67% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 37 Investissements exécutés par l'Etat | 75.000.000 | 81.000.000 | 0 | 81.000.000 | 6.000.000 | 8,0% |
| Titre 6 - 37 Transferts en capital | 0 | 150.000.000 | 0 | 150.000.000 | 150.000.000 | |
| Total Budget d'investissement | 75.000.000 | 231.000.000 | 0 | 231.000.000 | 156.000.000 | 208,0% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 509.016.000 | 659.425.920 | 8.500.000 | 667.925.920 | 158.909.920 | 31,22% |
| Total Général Section 37 | 509.016.000 | 659.425.920 | 8.500.000 | 667.925.920 | 158.909.920 | 31,22% |

J.O. N° 6330 du SAMEDI 3 MARS 2007

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006 (Suite3)

| Pouvoir publics ou Ministères | Crédits ouverts | Lois de Finances pour l'année 2007 | | | | |
|---|-----------------|---------------------------------------|---|-------------------|----------------------|-------------|
| | en LF 2006 | Réévaluati on Services votés | Mesures Nouvelles/cré dits de paiement nouv | Total | Ecart Valeur absolue | % |
| 63 Ministère de l'Information | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 63 Dépenses de personnel | 191.476.000 | 212.577.10 0 | 0 | 212.577.10 0 | 21.101.100 | 11,02 % |
| Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionne ment | 1.127.886.000 | 977.886.00 0 | 300.000.000 | 1.277.886.0 00 | 150.000.000 | 13,30 % |
| Titre 4 - 63 Transferts courrants | 471.370.000 | 521.370.00 0 | 100.000.000 | 621.370.00 0 | 150.000.000 | 31,88 % |
| Total Budget de fonctionne ment | 1790.732.000 | 1.711.833.1 00 | 400.000.000 | 2.111.833.1 00 | 321.101.100 | 17,93 % |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 63 Investissemen ts exécutés par l'Etat . | 0 | 1.125.000.0 00 | 0 | 1.125.000.0 00 | 1.125.000.000 | |
| Titre 6 - 63 Transferts en capital | 1.557.000.000 | 2.780.000.0 00 | 0 | 2.780.000.0 00 | 1.223.000.000 | 78,55 % |
| Total Budget d'investissem | 1.557.000.000 | 3.905.000.0 00 | 0 | 3.905.000.0 00 | 2.348.000.000 | 150,80 % |

| | | | | | | |
|--|----------------|---------------|-------------|---------------|-----------------|------------|
| ent | | | | | | |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 3.347.732.000 | 5.616.833.100 | 400.000.000 | 6.016.833.100 | 2.669.101.100 | 79,73 % |
| Total Général Section 63 | 3.347.732.000 | 5.616.833.100 | 400.000.000 | 6.016.833.100 | 2.669.101.100 | 79,73 % |
| 64 | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 64 Dépenses de personnel | 64.572.000 | 0 | 0 | 0 | -64.572.000 | - 100,0 % |
| Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement | 398.650.000 | 0 | 0 | 0 | -398.650.000 | - 100,0 % |
| Titre 4 - 64 Transferts courants | 340.000.000 | 0 | 0 | 0 | -340.000.000 | - 100,0 % |
| Total Budget de fonctionnement | 803.222.000 | 0 | 0 | 0 | 803.222.000 | - 100,0 % |
| Budget d'Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 64 Investissements exécutés par l'Etat | 3.210.000.000 | 0 | 0 | 0 | -3.210.000.000 | - 100,0 % |
| Titre 6 - 64 Transferts en capital | 1.150.000.000 | 0 | 0 | 0 | -1.150.000.000 | - 100,0 % |
| Total Budget d'Investissement | 4.360.000.000 | 0 | 0 | 0 | -4.380.000.000 | - 100,0 % |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 5.163.222.000 | 0 | 0 | 0 | -5.163.222.000 | - 100,0 % |
| Total Général Section 64 | 5.163.222.000 | 0 | 0 | 0 | -5.163.222.000 | - 100,0 % |
| 65 | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 65 Dépenses de personnel | 1.003.445.000 | 003.445.000 | 0 | 0 | -1.003.445.000 | - 100,0 % |
| Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement | 532.896.000 | 0 | 0 | 0 | -532.896.000 | - 100,0 % |
| Titre 4 - 65 Transferts courants | 15.425.405.000 | 0 | 0 | 0 | -15.425.405.000 | - 100,58 % |
| Total Budget de fonctionnement | 16.961.746.000 | 0 | 0 | 0 | -16.961.746.000 | - 100,0 % |
| Budget d'Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 65 Investissements | 7.800.000.000 | 0 | 0 | 0 | -7.800.000.000 | - 100,0 % |

| | | | | | | |
|------------------------------------|----------------|---|---|---|-----------------|----------|
| exécutés par l'Etat | | | | | | |
| Titre 6 - 65 Transferts en capital | 7.300.000.000 | 0 | 0 | 0 | -7.300.000.000 | -100,0 % |
| Total Budget d'Investissement | 15.100.000.000 | 0 | 0 | 0 | -15.100.000.000 | -100,0 % |
| TOTAL BUDG ET GENERAL | 32.061.746.000 | 0 | 0 | 0 | -32.061.746.000 | -100,0 % |
| Total Général Section 65 | 32.061.746.000 | 0 | 0 | 0 | -32.061.746.000 | -100,0 % |

| | Crédits ouverts | Lois de Finances pour l'année 2007 | | | | |
|---|-----------------|------------------------------------|--|-------------|----------------------|--------|
| Pouvoir publics ou Ministères | en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/crédits de paiement nouv | Total | Ecart Valeur absolue | % |
| 66 Ministère Postes Télécom. et Nouv. Tech. Info. Comm. | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 66 Dépenses de personnel | 117.071.000 | 123.039.620 | 0 | 123.039.620 | 5.968.620 | 5,10% |
| Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement | 243.700.000 | 243.700.000 | 0 | 243.700.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 360.771.000 | 366.739.620 | 0 | 366.739.620 | 5.968.620 | 1,65% |
| Budget d'Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 66 Investissements exécutés par l'Etat | 143.000.000 | 185.000.000 | 0 | 185.000.000 | 42.000.000 | 29,37% |
| Total Budget d'Investissement | 143.000.000 | 185.000.000 | 0 | 185.000.000 | 42.000.000 | 29,37% |
| TOTAL BUDG ET GENERAL | 503.771.000 | 551.739.620 | 0 | 551.739.620 | 47.968.620 | 9,52% |
| Total Général Section 66 | 503.771.000 | 551.739.620 | 0 | 551.739.620 | 47.968.620 | 9,52% |
| 67 Ministère NEPAD Integ. Eco. et Polit. Bon Gouv. | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 67 Dépenses de personnel | 90.698.000 | 138.771.619 | 0 | 138.771.619 | 48.073.619 | 53,00% |
| Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement | 155.750.000 | 155.750.000 | 83.650.000 | 239.400.000 | 83.650.000 | 53,71% |
| Titre 4 - 67 Transferts courants | 115.000.000 | 115.000.000 | 0 | 115.000.000 | 0 | 0,0% |
| Total Budget de fonctionnement | 361.448.000 | 409.521.619 | 83.650.000 | 493.171.619 | 131.723.619 | 36,44% |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 67 Investissements exécutés par l'Etat | 100.000.000 | 185.000.000 | 0 | 185.000.000 | 85.000.000 | 85,0% |
| Total Budget | 100.000.000 | 185.000.000 | 0 | 185.000.000 | 85.000.000 | 85,0% |

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|-------------|----------------|----------------|---------|
| d'investissement | | | | | | |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 461.448.000 | 594.521.619 | 83.650.000 | 678.171.619 | 216.723.619 | 46,97% |
| Total Général Section 67 | 461.448.000 | 594.521.619 | 83.650.000 | 678.171.619 | 216.723.619 | 46,97% |
| 68 Ministère Prévention et. Hygiène Publique | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 68 Dépenses de personnel | 530.978.000 | 453.474.180 | 0 | 453.474.180 | -77.503.820 | -14,60% |
| Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement | 267.700.000 | 267.700.000 | 146.000.000 | 413.700.000 | 146.000.000 | 54,54% |
| Total Budget de fonctionnement | 798.678.000 | 721.174.180 | 146.000.000 | 867.174.180 | 68.496.180 | 8,58% |
| Budget d'Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 68 Investissements exécutés par l'Etat | 10.844.000.000 | 22.196.484.000 | 0 | 22.196.484.000 | 11.352.484.000 | 104,69% |
| Titre 4 - 68 Transferts courants | 4.462.000.000 | 5.804.000.000 | 0 | 5.804.000.000 | 1.342.000.000 | 30,08% |
| Total Budget d'Investissement | 15.306.000.000 | 28.000.484.000 | 0 | 28.000.484.000 | 12.694.484.000 | 82,94% |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 16.104.678.000 | 28.721.658.180 | 146.000.000 | 28.867.658.180 | 12.762.980.180 | 79,25% |
| Total Général Section 68 | 16.104.678.000 | 28.721.658.180 | 146.000.000 | 28.867.658.180 | 12.762.980.180 | 79,25% |

| | Crédits ouverts | Lois de Finances pour l'année 2007 | | | | |
|--|-----------------|------------------------------------|---|---------------|----------------------|---|
| Pouvoir publics ou Ministères | en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/ crédits de paiement nouv | Total | Ecart Valeur absolue | % |
| 69 Ministère du Cadre de Vie et des Loisirs | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 69 Dépenses de personnel | 0 | 208.236.844 | 0 | 208.236.844 | 208.236.844 | |
| Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement | 0 | 40.639.000 | 189.000.000 | 229.639.000 | 229.639.000 | |
| Titre 4 - 69 Transferts courants | 0 | 300.000.000 | 0 | 300.000.000 | 300.000.000 | |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 548.875.844 | 189.000.000 | 737.875.844 | 737.875.844 | |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 69 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 1.200.000.000 | 0 | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 | |
| Total Budget d'investissement | 0 | 1.200.000.000 | 0 | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 | |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 1.748.875.844 | 189.000.000 | 1.937.875.844 | 1.937.875.844 | |
| Total Général Section 69 | 0 | 1.748.875.844 | 189.000.000 | 1.937.875.844 | 1.937.875.844 | |
| 70 Ministère de l'Hydraulique | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |

| | | | | | | |
|--|---|----------------|------------|----------------|----------------|--|
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 70 Dépenses de personnel | 0 | 528.004.240 | 0 | 528.004.240 | 528.004.240 | |
| Titre 3 - 70 Dépenses de fonctionnement | 0 | 179.721.000 | 98.300.000 | 278.021.000 | 278.021.000 | |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 707.725.240 | 98.300.000 | 806.025.240 | 806.025.240 | |
| Budget d'Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 70 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 19.949.000.000 | 0 | 19.949.000.000 | 19.949.000.000 | |
| Titre 4 - 70 Transferts courants | 0 | 354.000.000 | 0 | 354.000.000 | 354.000.000 | |
| Total Budget d'Investissement | 0 | 20.303.000.000 | 0 | 20.303.000.000 | 20.303.000.000 | |
| TOTAL BUDG ET GENERAL | 0 | 21.010.725.240 | 98.300.000 | 21.109.025.240 | 21.109.025.240 | |
| Total Général Section 70 | 0 | 21.010.725.240 | 98.300.000 | 21.109.025.240 | 21.109.025.240 | |
| 71 Ministère de l'Artisanat | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 71 Dépenses de personnel | 0 | 219.918.280 | 0 | 219.918.280 | 219.918.280 | |
| Titre 3 - 71 Dépenses de fonctionnement | 0 | 65.232.000 | 63.000.000 | 128.232.000 | 128.232.000 | |
| Titre 4 - 71 Transferts courants | 0 | 350.000.000 | 0 | 350.000.000 | 350.000.000 | |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 635.150.280 | 63.000.000 | 698.150.280 | 698.150.280 | |
| Budget d'investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 71 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 666.000.000 | 0 | 666.000.000 | 666.000.000 | |
| Titre 6 - 71 Transferts courants | 0 | | 0 | 0 | 0 | |
| Total Budget d'investissement | 0 | 666.000.000 | 0 | 666.000.000 | 666.000.000 | |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 1.301.150.280 | 63.000.000 | 1.364.150.280 | 1.364.150.280 | |
| Total Général Section 71 | 0 | 1.301.150.280 | 63.000.000 | 1.364.150.280 | 1.364.150.280 | |

| Crédits ouverts | | Lois de Finances pour l'année 2007 | | | | |
|---|------------|------------------------------------|--|-------------|--------------------------|---|
| Pouvoir publics ou Ministères | en LF 2006 | Réévaluation Services votés | Mesures Nouvelles/crédit s de paiement nouv | Total | Ecarts Valeur absolue | % |
| 72 Ministère Réseau Hydrographique National :Cours d'eau, Bassins deRétention, Lacs et Canaux Latéraux | | | | | | |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Budget de fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - 72 Dépenses de personnel | 0 | 192.622.240 | 0 | 192.622.240 | 192.622.240 | |
| Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement | 0 | 38.731.000 | 79.350.000 | 118.081.000 | 118.081.000 | |
| Titre 4 - 72 | 0 | 55.000.000 | 0 | 55.000.000 | 55.000.000 | |

| | | | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|---------------|
| Transferts courants | | | | | | |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 286.353.240 | 79.350.000 | 365.703.240 | 365.703.240 | |
| Budget d'Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - 72 Investissements exécutés par l'Etat | 0 | 3.829.000.000 | 0 | 3.829.000.000 | 3.829.000.000 | |
| Titre 4 - 72 Transferts courants | 0 | 150.000.000 | 0 | 150.000.000 | 150.000.000 | |
| Total Budget d'Investissement | 0 | 3.979.000.000 | 0 | 3.979.000.000 | 3.979.000.000 | |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 4.265.353.240 | 79.350.000 | 4.344.703.240 | 4.344.703.240 | |
| Total Général Section 72 | 0 | 4.265.353.240 | 79.350.000 | 4.344.703.240 | 4.344.703.240 | |
| TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS | 1.411.867.421.972 | 1.438.373.741.516 | 89.363.429.000 | 1.527.737.170.516 | 115.869.748.544 | 8,21 % |

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006 (Suite4)

III. - COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CREDITS DE PAIEMENT, DES FINANCEMENTS ACQUIS ET DES PREVISIONS DE TIRAGE OUVERTS DANS LES LOIS DE FINANCES 2002 A 2007

TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

1- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources intérieures.
En millions de francs

| LF ET ANNEES | AUTORISATIONS DE PROGRAMME | | | CREDITS DE PAIEMENT | | |
|--------------|----------------------------|--------------------------|-----------------------------|---------------------|--------------------------|-----------------------------|
| | Montants | Ecart/gestion précédente | % Ecart/ gestion précédente | Montants | Ecart/gestion précédente | % Ecart/ gestion précédente |
| LF 2003 | 874.892 | | | 169.400 | | |
| LFR 2003 | 917.292 | 42.400 | 4,85 % | 211.800 | 42.400 | 25,03 % |
| LF 2004 | 1.033.690 | 116.398 | 13,30 % | 202.250 | -9.550 | -5,64 % |
| LFR 2004 | 1.071.045 | 37.355 | 3,61 % | 236.114 | 33.864 | 16,74 % |
| LF 2005 | 1.333.626 | 262.581 | 25,40 % | 309.043 | 72.929 | 36,06 % |
| LF 2006 | 1.673.223 | 339.597 | 31,71 % | 320.265 | 11.222 | 4,75 % |
| LF 2007 | 2.214.143 | 540.920 | 40,56 % | 390.020 | 69.755 | 22,57 % |

2- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (emprunt).
En millions de francs

| LF ET ANNEES | FINANCEMENTS ACQUIS | | | PREVISIONS DE TIRAGE | | |
|--------------|---------------------|--------------------------|---------------------------|----------------------|--------------------------|---------------------------|
| | Montants | Ecart/gestion précédente | %Ecart/gestion précédente | Montants | Ecart/gestion précédente | %Ecart/gestion précédente |
| LF 2003 | 874.299 | | | 158.078 | | |
| LFR 2003 | 874.299 | 0 | 0,00 % | 158.078 | 0 | 0,0 % |
| LF 2004 | 871.131 | -3.168 | -0,36 % | 168.825 | 10.747 | 6,80 % |
| LFR 2004 | 871.131 | 0 | 0,00 % | 168.825 | 0 | 0,00 % |
| LF 2005 | 828.288 | -42.843 | -4,92 % | 155.556 | -13.269 | -7,86 % |
| LF 2006 | 1.056.966 | 185.835 | 21,33 % | 191.895 | 23.070 | 13,67% |
| LF 2007 | 1.166.614 | 338.326 | 40,85 % | 170.249 | 14.693 | 9,45 % |

TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT

3 - Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (subvention).
En millions de francs

| LF ET ANNEES | FINANCEMENTS ACQUIS | | | PREVISIONS DE TIRAGE | | |
|--------------|---------------------|--------------------------|---------------------------|----------------------|--------------------------|---------------------------|
| | Montants | Ecart/gestion précédente | %Ecart/gestion précédente | Montants | Ecart/gestion précédente | %Ecart/gestion précédente |
| LF 2003 | 462179 | | | 91.135 | | |

| | | | | | | |
|----------|---------|---------|----------|---------|---------|----------|
| LFR 2003 | 462.179 | 0 | 0,00 % | 91.135 | 0 | 0,00 % |
| LF 2004 | 560.429 | 98.250 | 21,26 % | 90.325 | -810 | -0,89 % |
| LFR 2004 | 560.429 | 0 | 0,00 % | 90.325 | 0 | 0,00 % |
| LF 2005 | 662.461 | 102.032 | 18,21 % | 111363 | 21038 | 23,29 % |
| LF 2006 | 472.268 | -88.161 | -15,73 % | 101.077 | 10.752 | 11,90 % |
| LF 2007 | 569.088 | -93.373 | -14,09 % | 91.363 | -20.000 | -17,96 % |

4 - Récapitulation générale.

En millions de francs

| LF ET ANNEES | AUTORISATION DE PROGRAMME ET FINANCEMENTS ACQUIS (AP + FA) | | | CREDITS DE PAIEMENT ET PREVISIONS DE TIRAGE (CP + PT) | | |
|--------------|--|---------------------------|------------------------------|---|---------------------------|-----------------------------|
| | Montants | Ecarts/gestion précédente | % Ecarts/ gestion précédente | Montants | Ecarts/gestion précédente | % Ecarts gestion précédente |
| LF 2003 | 2.211.370 | | | 418.613 | | |
| LFR 2003 | 2.253.770 | 42.400 | 1,92 % | 461.013 | 42.400 | 10,13 % |
| LF 2004 | 2.462.250 | 250.880 | 11,35 % | 461.400 | 42.787 | 10,22 % |
| LFR 2004 | 2.502.605 | 40.355 | 1,64 % | 495.264 | 33.864 | 7,34 % |
| LF 2005 | 2.824.375 | 362.125 | 14,71 % | 575.962 | 114.562 | 24,83 % |
| LF 2006 | 3.202.457 | 699.852 | 27,96 % | 613.237 | 117.973 | 23,82 % |
| LF 2007 | 3.949.846 | 1.125.471 | 39,85 % | 651.632 | 75.670 | 13,14 % |

IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES

TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

En millions de francs

| LIBELLES | LF 2005 | LF 2006 | LOI DE FINANCES 2007 | | | ECART | |
|--------------------------------------|-----------|-----------|----------------------|-------------------|-----------|-----------------------|--------------|
| | | | SERVICES VOTES | MESURES NOUVELLES | TOTAL | Val Absolue LF07/LF06 | Val Relat. % |
| DEPENSES ORDINAIRES | | | | | | | |
| TITRE 1. dette publique | 111.600 | 119.500 | 88.250 | 0 | 88.250 | -31.250 | -26,15 % |
| TITRE 2. personnel | 249.300 | 266.300 | 300.493 | 9.507 | 310.000 | 43.700 | 16,41 % |
| TITRE 3. achat biens et service | 163.491 | 197.222 | 183.910 | 56.545 | 240.455 | 43.233 | 21,92 % |
| TITRE 4. Transfert | 151.809 | 169.778 | 161.133 | 23.012 | 184.145 | 14.367 | 8,46 % |
| TOTAL DEPENSES ORDINAIRES | 676.200 | 752.800 | 733.786 | 89.064 | 822.850 | 70.050 | 9,731 % |
| dont Titre 2,3,4 = | 564.600 | 633.300 | 645.536 | 89.064 | 734.600 | 57.600 | 9,10 % |
| TITRE 5. Investissements | 575.962 | 613.237 | 651.632 | 0 | 651.632 | 38.395 | 6,26 % |
| INTERIEURS | 309.043 | 320.265 | 390.020 | 0 | 390.020 | 69.755 | 21,78 % |
| EXTERIEUR | 266.919 | 292.972 | 261.612 | 0 | 261.612 | -31.360 | -10,70 % |
| TOTAL DEPENSES ORDINAIRES + DEP CAP | 1.252.162 | 1.366.037 | 1.385.418 | 89.064 | 1.474.482 | 108.445 | 7,94 % |
| INVESTIS. SUR RESSOURCES EXTERIEURES | 2.824.375 | 3.202.457 | 3.949.846 | 0 | 3.949.846 | 747.389 | -23,34 % |

TABLEAU V. - RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En millions de francs

| LIBELLES | LOI DE FINANCES 2006 | | | | LOI DE FINANCES 2007 | | | |
|----------|----------------------|----------------|------------|----------------------|----------------------|------------|----------|----------------------|
| | RECETTES | | DEPENSES | | RECETTES | | DEPENSES | |
| | | SERVICES VOTES | VARIATIONS | TOTAL SERVICES VOTES | SERVICES VOTES | VARIATIONS | | TOTAL SERVICES VOTES |
| COMPTES | 35.380 | 35.370 | 10 | 35.380 | 38.880 | 35.380 | 3.500 | 38.880 |

| | | | | | | | | |
|----------------------------------|--------|--------|-----|--------|--------|--------|-------|--------|
| D'AFFECT SPECIALE dont : | | | | | | | | |
| - FONDS NATIONAL RETRAITE | 34.000 | 34.000 | 0 | 34.000 | 37.500 | 34.000 | 3.500 | 37.500 |
| - AUTRES CPTES AFFECTATION SPEC. | 1.380 | 1.370 | 10 | 1.380 | 1.380 | 1.380 | 0 | 1.380 |
| COMPTE DE COMMERCE | 175 | 175 | 0 | 175 | 175 | 175 | 0 | 175 |
| COMPTES OPERATIONS MONETAIRES | 800 | 800 | 0 | 800 | 800 | 800 | 0 | 800 |
| COMPTES DE PRETS | 5.650 | 4.850 | 800 | 5.650 | 8.700 | 5.650 | 3.050 | 8.700 |
| COMPTES D'AVANCES | 1.700 | 1.700 | 0 | 1.700 | 1.200 | 1.700 | -500 | 1.200 |
| COMPTE GANRANTIES ET AVALS | 3.500 | 3.500 | 0 | 3.500 | 3.500 | 3.500 | 0 | 3.500 |
| TOTAL GENERAL | 47.205 | 46.395 | 810 | 47.205 | 53.255 | 47.205 | 6.050 | 53.255 |

J.O. N° 6330 du SAMEDI 3 MARS 2007

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006 (Suite5)

LOI n° 2006-04 du 21 février 2006 portant loi de finances pour l'année 2007

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 11 décembre 2006 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

A - DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article premier. - I - La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2007 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II - Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2007, à la somme de 1 148 900 000 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

B - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 2. - Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2007, à la somme de 1.474.482.170.000 de francs CFA conformément aux annexes II, III et IV de la présente loi.

C - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 3. - I - Pour la loi de Finances de l'année 2007, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :
En milliards de francs.

| RESSOURCES | | CHARGES | | SOLDE |
|--------------------------|--------|--|--------|-------|
| A-BUDGET GENERAL | | | | |
| A1 - Recettes internes | 1148,9 | A1 -Dépenses financées sur ressources internes | 1140,4 | |
| Recettes fiscales | 995,6 | | | |
| Recettes non fiscales | 52,4 | Dettes publiques intérieures | 24,3 | |
| Recettes exceptionnelles | 0,1 | Dépenses de personnel | 310,0 | |

| | | | | |
|--|--------|--|----------|------|
| Autres emprunts * | 100,8 | Autres dépenses courantes | 416,1 | |
| Autres dépenses courantes | | | | |
| A2 - Recettes externes | 325,5 | subvention aux CST : | 8,5 | |
| Emprunt programme | 50,2 | Dépenses en capital sur ressources internes | 390,0 | |
| Dons budgétaires | 13,7 | | | |
| Tirage de Dons et emprunts | 261,6 | A2 -Dépenses financées sur ressources externes | 63,9 | |
| | | Dépenses en capital sur ressources externes | 261,6 | |
| TOTAL A= (A1+A2) 1474,4 | | TOTAL | 1465,9 | 8,5 |
| B-COMPTES SPECIAUX DU TRESOR Titre | | 7 dépenses | 53,3 | -8,5 |
| Recettes | 44,8 | | | |
| TOTAL C= (A+B) | 1519,2 | Total | 1519,2,6 | 0,0 |
| * comprend le financement du déficit de 22 milliards | | | | |

II. - Pour la loi de finances de l'année 2007, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 426 312 000 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III. - Le Président de la République est autorisé :

- 1° - à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres à moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ;
- 2° - à réescompter auprès de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les obligations cautionnées souscrites à l'ordre du Trésor ainsi qu'à recourir, sur le plan interne, à l'épargne privée par l'émission de bons du Trésor ou d'emprunt obligataire, par voie d'adjudication, conformément aux dispositions du règlement communautaire approuvé par le Conseil des Ministres de l'UEMOA .

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 4 - Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2007, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 733.486.571.000 francs CFA ainsi répartie :

- ▀ Titres 1. - Amortissement et charges de la dette publique 88.250.000.000 francs CFA
 - ▀ Titres 2. - Dépenses de personnel 300.493.428.000 francs CFA
 - ▀ Titres 3. - Dépenses de fonctionnement 182.110.178.000 francs CFA
 - ▀ Titres 4. - Transferts courants 154.132.965.000 francs CFA
 - ▀ Titres 5. - Transferts courants subventions aux CST 8.500.000.000 francs CFA

Art 5 - Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2007, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 89.363.429.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titres 2. - Dépenses de personnel 9.506.572.000 francs CFA
- Titres 3. - Dépenses de fonctionnement 56.545.117.000 francs CFA
- Titres 4. - Transferts courants 23.311.740.000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.

Art. 6 - I - Il est ouvert pour la loi de finances 2007, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 390.020.000.000 francs CFA.

II - Il est ouvert pour la loi de finances 2007, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 2.214.143.000.000 francs CFA. Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Ces inscriptions comprennent les crédits ouverts au profit des fonds ci-dessous :

- Fonds routier 18.000.000.000 francs CFA
- Fonds d'équipement collectivités locales 10.150.000.000 francs CFA
- Fonds de l'Hydraulique 800.000.000 francs CFA

- Fonds de garantie rural 3.000.000.000 francs CFA
- Fonds bonification rural 700.000.000 francs CFA
- Fonds de lutte contre les calamités rurales 1.500.000.000 francs CFA
- Fonds national d'actions pour emploi 500.000.000 francs CFA
- Fonds de développement des transports urbains 400.000.000 francs CFA

Art. 7. - I. - Pour la loi de finances de l'année 2007, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 261.612.000.000 francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt : 170.249.000.000 francs CFA
- Subvention : 91.363.000.000 francs CFA

II. - Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.735.702.000.000 francs CFA, ainsi répartis :

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

D - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

I - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Art. 8. - I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2007, sont évaluées à 38.880.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2007, s'élèvent à 38.880.000.000 francs CFA.

III - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

Art. 9. - Pour l'année 2007, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale ne sont pas reportables à l'exception du Fonds National de Retraite

II - COMPTES DE COMMERCE

Art. 10. - I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2007, sont évaluées à 175.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 175.000.000 francs CFA.

III - COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES.

Art. 11. - I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'opérations monétaires sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'opérations monétaires, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA.

IV - COMPTES DE PRETS.

Art. 12. - I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2007, sont évaluées à 8.700.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 8.700.000.000 francs CFA.

V - COMPTES D'AVANCES.

Art 13 - I - Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 1.200.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 1.200.000.000 francs CFA.

VI - COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS.

Art. 14. - I - Les ressources des comptes de garanties et d'aval, pour la loi de finances 2007, sont évaluées à 3.500.000.000 francs CFA.

II - Les plafonds de crédits applicables aux comptes de garanties et d'aval, pour la loi de finances 2007, s'élèvent à 3.500.000.000 francs CFA.

VII - AFFECTATION COMPTABLES

Art. 15. - Compte tenu des dispositions des articles 8 à 15, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 53.255.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2007 sont évaluées à la somme de 53.255.000.000 francs CFA.

E. - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16. - La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la

présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2007.

Art. 17. - Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.

Art. 18. - Tout acte de dépenses qui engage les finances d'une personne morale de droit public est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques que sont : l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la confirmation de sa régularité et de sa prise en charge par l'ordonnateur, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations, est nul et de nullité absolue. De même, les dispositions de l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration relatives à la compensation financière pour des livraisons de biens ou de services ne s'appliqueront qu'aux travaux d'un montant inférieur ou égal à 50 millions de francs CFA, ou aux travaux dont les marchés, quelque soit le montant, sont approuvés par le Ministre chargé des finances

Art. 19. - I. - Les dispositions des articles 122, 123, 133-10°, 142, 148, 187, 399, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 400, 401, 402, 405, 406, 613, 615, 617, 794, 797, 798, 799, 800, 801, 880, 1048 et 1049 du Code général des impôts sont abrogées.

II. - Les dispositions des articles 989, 990, 991, 992 du Code général des impôts sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 989 - Tout contribuable qui n'a pas intégralement payé dans les délais légaux les impôts, droits ou taxes dont il est redevable, doit verser un intérêt de retard sur le solde impayé.

En cas de paiement hors des délais légaux, l'intérêt de retard est seul applicable.

Le taux de l'intérêt de retard est fixé par arrêté du ministre chargé des Finances.

L'intérêt est dû à partir de la date d'exigibilité de l'impôt, du droit ou de la taxe, jusqu'au moment où le solde est intégralement payé. Cependant, lorsqu'un titre de perception est établi avant la date d'exigibilité de l'impôt, du droit ou de la taxe, la date d'exigibilité est celle qui est établie dans ledit titre.

L'intérêt est également dû sur les majorations, pénalités et amendes fiscales. Dans le cas où l'une de ces sanctions est fonction d'un montant d'impôt, de droit ou de taxe payable, l'intérêt est calculé à partir de la date originale d'exigibilité de ce montant. Dans le cas contraire, l'intérêt commence à courir à partir de la date d'exigibilité de la majoration, de la pénalité ou de l'amende, le cas échéant.

L'intérêt est composé mensuellement, tout mois commencé est dû en entier.

Lorsque le contribuable a contesté le bien-fondé de l'imposition et a bénéficié du sursis de paiement, l'intérêt est dû, dès lors que l'imposition est confirmée. Par contre, les décisions de remise, de décharge ou de modération accordées aux contribuables par voie gracieuse ou contentieuse, entraînent de plein droit l'admission en non-valeur totale ou proportionnelle, de l'intérêt afférent aux impositions dégrévées : le montant d'intérêt est calculé et perçu sans émission de rôle, par les comptables du Trésor ou sur titre de perception par les receveurs des Impôts.

Art. 990 - I - Toute infraction aux dispositions du présent Code, lorsqu'elle n'est pas sanctionnée par ailleurs, donne lieu à l'application d'une pénalité égale à vingt-cinq pour cent (25%) des droits éludés ou dont la perception a été compromise.

La pénalité est portée à 50% en cas de :

▸ Défaut de reversement d'impôts et taxes collectés ou retenus ;

▸ Défaut de versement de taxes indirectes dans les conditions fixées au Livre II ;

▸ Manœuvres, dissimulations ou mauvaise foi dans la déclaration, le paiement, ou le reversement de tous impôts ou taxes.

II - Lorsqu'elle n'est pas sanctionnée par ailleurs, toute infraction qui n'a pas eu pour conséquence d'éluder des droits, d'en compromettre la perception ou d'en retarder le paiement, est constatée par procès-verbal et donne lieu à une amende égale à deux cent mille (200.000) francs. Il en est ainsi notamment, en cas de :

▸ défaut de présentation de tout document dont la production est exigée ;

▸ déclaration tardive ;

▸ défaut de déclaration ;

▸ défaut de réponse à une demande écrite ;

▸ manœuvres, dissimulations ou mauvaise foi ;

▸ refus de décharger une correspondance administrative ;

▸ omissions, inexactitudes dans les renseignements exigés ;

▸ défaut de déclaration d'existence ;

▸ défaut de déclaration du changement des caractéristiques de l'exploitation tel que le changement de lieu du siège ;

▸ défaut de comptabilité ;

▸ absence de comptabilité régulière ;

▸ défaut de déclaration de changement de domicile ou d'adresse.

Lorsque l'infraction porte sur des documents ou des renseignements à fournir, l'amende est due autant de fois qu'il y a de documents ou renseignements demandés et non produits, incomplets ou reconnus inexacts.

III - Le défaut de visa en hors taxes donne lieu à une amende, par facture non visée, égale à 5% du droit exonéré.

Dans les trente (30) jours de la réception du procès-verbal constatant le défaut de visa, le redevable devra produire les factures dûment visées. A défaut, les droits compromis seront réclamés par notification de redressements pour exonération non justifiée.

Cette procédure est également appliquée en cas de demande de restitution de crédits de TVA. La demande de visa en hors TVA, spontanément introduite au-delà de l'année de facturation, donne lieu à l'amende prévue à l'article 992 ci-dessus, sur procès-verbal dressé par le service chargé de la délivrance des visas.

IV - En matière de droits d'enregistrement, lorsque l'infraction se rapporte à des actes donnant ouverture à un droit fixe, la pénalité est égale au montant du droit fixe

Art. 991 - Les amendes, pénalités, majorations et intérêts de retard visés au présent Code, lorsqu'ils sont définitivement fixés, ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction.

Les amendes et pénalités sont doublées en cas de récidive.

III/ : Les dispositions des articles 4-8°, 79-c, 83-c, 120, 121, 126, 132, 134, 156, 160, 164 bis, 185, 187, 192, 193, 388, 404, 24 de l'Annexe III du Livre II, 615, 617, 621, 622, 624, 625, 626, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 645, 802, 805, 806, 847, 858, 866, 876, 879, 898, 919, 954, 955, 993, 994, 999 et 1050 du Code général des impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 4-8°- les sociétés de fait, les groupements d'intérêt économique, les sociétés en nom collectif, les sociétés en participation, les sociétés en commandite simple, les sociétés à responsabilité limitée où l'associé unique est une personne physique, et les sociétés civiles professionnelles qui optent pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés ; cette option est définitive et irrévocable.

Sont également soumises à l'impôt sur les sociétés :

▸ les sociétés à responsabilité limitée où l'associé unique est une personne morale ;

▸ la part de bénéfices correspondant aux droits des commanditaires, sauf option à l'impôt sur les sociétés ;

▸ la part de bénéfices correspondant aux droits des associés des associations en participation, y compris les syndicats financiers et les sociétés de copropriétaires de navires, dont les noms et adresses n'ont pas été indiqués à l'administration.

Art. 79-c- Passé le délai visé à l'article 79-b, une commission de recouvrement se déplacera sur le territoire de la collectivité locale pour vérifier l'acquittement effectif de l'impôt dont le montant n'excède pas 100 000 francs et au besoin, établir et encaisser l'impôt non versé.

La commission de recouvrement comprend :

▸ un représentant du trésor,

▸ un représentant des impôts,

▸ un représentant de la collectivité locale concernée,

▸ un représentant en uniforme de la force publique.

Le défaut de paiement spontané avant le 1er mai entraîne l'application de la pénalité prévue à l'article 990 du présent Code.

Art. 83-c- les contribuables qui ne pourront justifier de leur imposition, seront immédiatement signalés au service des impôts.

Les droits dus pour l'année en cours sont majorés de 25%, pour tout contribuable qui ne pourra fournir une formule de la contribution globale unique régulière, un récépissé de sa déclaration d'existence ou la justification qu'il est imposé.

Art. 120 - I - Les dispositions de l'article 990 du présent Code s'appliquent aux personnes domiciliées au Sénégal qui, ayant reçu des sommes taxables d'employeurs domiciliés ou établis hors du Sénégal, n'ont pas fait les versements auxquels elles sont tenues en vertu des

dispositions de l'article 115 du présent Code.

II - Tout employeur qui ne peut présenter aux agents du service de l'assiette ayant au moins le grade de Contrôleur des Impôts, le ou les documents mentionnés à l'article 116 pendant le délai de dix ans prévu audit article, est passible d'une amende fiscale déterminée conformément aux dispositions de l'article 990 du présent Code.

Art. 121- Tout employeur qui verse tardivement au trésor mais d'une manière spontanée les retenues d'impôt qu'il avait effectuées est passible d'un intérêt de retard, tel que prévu à l'article 989, sur le montant des sommes dont le versement a été différé.

Art. 126- La partie versante qui n'a pas déclaré les sommes visées aux articles 124 et 129 est passible d'une amende égale à 25% des sommes non déclarées.

Cette pénalité ne fait pas obstacle à l'imposition des mêmes sommes aux mains des bénéficiaires ni à l'exigibilité de l'amende prévue à l'article 187.

Art. 132- Les sanctions fiscales dont sont passibles les employeurs en matière d'impôt dû en raison des traitements et salaires leur sont applicables également, en ce qui concerne la taxe représentative de l'impôt du minimum fiscal.

Les débirentiers sont, sous la même réserve, passibles des mêmes sanctions pour ce qui concerne ces derniers impôts.

Le fait pour un employeur ou un débirentier de ne pas reverser les retenues effectuées par lui constitue un délit passible d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq (5) ans au plus et d'une amende de 100.000 à 1.000.000 de FCFA. Les coupables pourront être en outre frappés pour dix (10) ans au plus de l'interdiction des droits mentionnés à l'article 34 du Code Pénal ; ils pourront aussi être frappés de l'interdiction de séjour pendant le même nombre d'années. Le délinquant, après qu'une contrainte aura été décernée à son encontre, sera poursuivi à la requête de l'autorité administrative compétente devant le tribunal correctionnel.

Les sanctions pénales prononcées par le tribunal sont indépendantes des pénalités fiscales, dont le recouvrement sera régulièrement poursuivi.

Art. 134 - I - L'obligation de retenue à la source est également applicable aux loyers des locaux pris à bail par un débiteur tel que défini à l'article 133.2, aux loyers payés par un locataire individuel, ainsi qu'aux loyers encaissés pour le compte de tiers personnes physiques, par des agences immobilières, des gérants de biens et des sociétés civiles immobilières.

II - Le locataire individuel qui paie des loyers à une agence immobilière, un gérant de biens ou une société civile immobilière est dispensé d'opérer la retenue à la source.

Celle-ci est effectuée par l'agence immobilière, le gérant de biens ou la société civile immobilière.

Lorsque les loyers sont perçus pour le compte d'une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés, la retenue prévue à l'article 133 n'est pas applicable.

III - Le taux de la retenue à la source est fixé à 5 % du montant brut hors taxes des loyers encaissés.

La retenue à la source n'est pas obligatoire lorsque le montant du loyer mensuel d'un même local est inférieur à 150.000 FCFA. Ce seuil peut être modifié par arrêté du ministre chargé des Finances.

Les dispositions prévues aux paragraphes 8 et 9 de l'article 133 sont applicables à la retenue sur loyers visée au présent article.

Art. 156 - Il est établi un avis d'appel nominatif par échéance. Toutefois, les contribuables qui n'auraient pas été mis en possession de cet avis d'appel sont tenus de calculer eux mêmes chaque acompte et d'en verser spontanément le montant, conformément aux dispositions des articles 153 et 154.

Les redevables de l'impôt minimum forfaitaire sont tenus d'annexer à la déclaration annuelle des résultats un duplicata de la quittance délivrée par le percepteur ou du talon du chèque de paiement du 1er acompte. Le manquement à cette obligation est sanctionné par une amende de 200.000 FCFA recouvrée par fiche de paiement par anticipation.

Art. 160 - Les sommes exigibles au titre des impôts visés aux titres 1 et 2 du présent livre, non réglées dans les délais prescrits par la réglementation en vigueur sont majorées d'un intérêt de retard prévu à l'article 989.

En ce qui concerne les acomptes provisionnels, la même majoration est également appliquée aux sommes non versées aux dates prévues à l'article 154.

Pour les redevables passibles de l'impôt minimum forfaitaire, le non versement du 1er acompte dans le délai prescrit est sanctionné par une pénalité égale à 25% de cet impôt.

En outre, les intérêts de retard sont appliqués sur la différence entre le montant du 1er acompte si celui-ci est plus élevé que l'impôt minimum forfaitaire lui-même.

Art. 164 bis - En cas de défaut de versement, il sera appliqué aux sommes exigibles une pénalité égale à 50%.

Art. 185 - 1 - Les chefs d'entreprise ainsi que les contribuables qui, à l'occasion de l'exercice de leur profession, versent à des tiers ne faisant pas partie de leur personnel salarié, des commissions, courtages, ristournes commerciales ou autres honoraires, occasionnels ou non, gratifications et autres rétributions à des intermédiaires doivent déclarer ces sommes dans les conditions prévues aux articles 124 et 144, lorsqu'elles dépassent 10.000 FCFA par an pour un même bénéficiaire. Cette obligation est également applicable aux loyers de locaux pris à bail par les contribuables susvisés ainsi qu'aux loyers payés par des agences immobilières, des

gérants de biens des sociétés civiles immobilières.

2 - Les entreprises, sociétés ou associations qui procèdent à l'encaissement et au versement des droits d'auteur ou d'inventeur sont tenues de déclarer, dans les conditions prévues aux articles 124 et 135, le montant des sommes dépassant 10.000 FCFA par an qu'elles versent à leurs membres et à leurs mandants.

3 - Les administrateurs et administrateurs-délégués de crédits du budget de l'Etat et les ordonnateurs des collectivités locales et des établissements publics, sont tenus de déclarer, au plus tard le 31 janvier de chaque année, le montant des loyers des locaux loués l'année précédente par l'Etat, la collectivité ou l'organisme dont ils dépendent.

Art. 187- Toute infraction aux prescriptions des articles 124, 125, 126, 133, 135, 185 et 186 donne lieu à l'application d'une amende fiscale égale à 25% des sommes non déclarées. En outre, les omissions ou inexactitudes dans les renseignements qui doivent être fournis en vertu de ces articles, sont passibles d'une amende de 25% des sommes dues aux personnes concernées par ces renseignements.

Art. 192 - I - Sont passibles de taxation d'office les contribuables :

- 1°) qui n'ont pas souscrit la déclaration des revenus dans les délais légaux ;
- 2°) qui se sont abstenus de répondre dans les délais légaux aux demandes d'éclaircissements ou de justifications de l'agent chargé de l'assiette ;
- 3°) dont les dépenses personnelles, ostensibles ou notoires, augmentées de leurs revenus, en dépassent le total exonéré ;
- 4°) qui n'ont pas désigné de représentant dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 944.

II - Sont passibles de rectification d'office, les déclarations des contribuables qui :

- ▀ ne se conforment pas aux prescriptions des articles 919 à 951 du présent Code ;
 - ▀ présentent une comptabilité inexacte, incomplète ou non probante ne permettant pas de justifier l'exactitude des résultats déclarés.
- III - En cas de défaut de déclaration prévue à l'article 46, la société civile est imposée d'office au taux de l'impôt sur les sociétés.

IV - Dans tous les cas, l'impôt dû est majoré d'une pénalité déterminée conformément à l'article 989.

Art. 193 : La majoration est calculée au taux de 50%, porté à 100% en cas de récidive, lorsque :

- ▀ la taxation d'office pour défaut de déclaration fait suite à une demande d'explication écrite restée sans réponse au-delà de vingt (20) jours sans que le contribuable puisse établir sa bonne foi et que le bénéfice imposé excède 1.000.000 de francs ;
- ▀ La rectification d'office résulte d'omissions ou d'inexactitudes graves et répétées relevées dans la déclaration de résultats ou de la présentation d'une comptabilité impropre à justifier les résultats déclarés, et que le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Art. 388 - Pour les affaires d'importation :

Le redevable est tenu de faire apparaître distinctement, dans la déclaration de mise à la consommation la valeur en douane de la marchandise ou du produit concerné, le montant des droits d'entrée et des autres taxes et droits liquidés par la Douane.

La déclaration de mise à la consommation doit comporter, obligatoirement, le Numéro d'Identification National des Entreprises et Associations (NINEA) du contribuable.

Pour les mêmes affaires, la constatation des infractions et le contentieux sont soumis aux règles prévues en matière de droits d'entrée.

Art. 404 - Tout redevable qui ne répond pas dans le délai de trente (30) jours à une notification de redressement ou à un procès verbal est réputé avoir accepté les redressements de droits, les pénalités et les amendes qui y sont portés.

Annexe III du Livre II - Art. 24 - Toute déduction opérée sans le respect des obligations prévues à :

- ▀ l'article 23-a donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal constatant les infractions et au paiement d'une amende de 5% du montant de la taxe sur la valeur ajoutée déduit ;

- ▀ l'article 23-b donne lieu à l'établissement d'une notification de redressements et au paiement de la taxe irrégulièrement déduite, soit par imputation, soit par les autres modes de paiement habituels.

Cette notification entraîne l'application d'une pénalité conformément à l'article 990 du présent Code.

Art. 802 - Le tireur qui émet un chèque ne portant pas l'indication du lieu de l'émission ou sans date, celui qui émet un chèque d'une fausse date, celui qui tire un chèque sur une personne ou un établissement n'entrant pas dans une des catégories visées par la réglementation sur le chèque, est passible d'une amende de 25% de la somme pour laquelle le chèque a été tiré.

La même amende est due personnellement et sans recours par le premier endosseur ou le

porteur d'un chèque sans indication du lieu d'émission ou sans date ou portant une date postérieure à celle à laquelle il est endossé ou présenté.

Cette amende est due en outre par celui qui paie ou reçoit en compensation, un chèque sans indication du lieu d'émission ou sans date.

Art. 805 : Dans le cas de changement de domicile du propriétaire d'un véhicule, le paiement de la taxe établie par l'article 780 a lieu dans le mois du changement de domicile, sous peine d'une amende de

10 000 francs CFA recouvrée par le service de l'enregistrement.

Art. 806 - L'amende encourue pour refus de communication dans les conditions prévues au Livre 4 est de 200 000 francs CFA, sauf dispositions contraires du présent Code.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal.

Art. 847- Le défaut de présentation des actes à la formalité, dans le délai de deux (2) mois prévu à l'article 842 ci-dessus, entraîne l'application d'une amende égale à 25% des droits dus.

Art. 858 - La taxe est due au tarif plein pour les véhicules existants et utilisables entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours.

Aucune réduction n'est accordée en cas d'aliénation, de perte ou de destruction du véhicule. Pour tout véhicule importé ou immatriculé entre le 1er juillet et le 31 décembre de l'année en cours, les tarifs fixés à l'article 856 sont réduits de moitié.

Art. 866- Le défaut de paiement dans le délai fixé à l'article 861 rend exigible, indépendamment de la taxe dont le tarif est indiqué à l'article 856, une pénalité égale à 50% des montants dus.

Toute autre contravention donne lieu à l'application d'une amende conformément à l'article 990.

En outre, dans tous les cas, il peut être procédé à la saisie et à mise en fourrière du véhicule jusqu'à complet paiement de la taxe, de la pénalité ou de l'amende.

La saisie fait l'objet d'un procès-verbal confirmé s'il y a lieu par l'Inspecteur de l'Enregistrement territorialement compétent.

A défaut de paiement de la taxe et de l'amende dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure adressée au contribuable par lettre recommandée avec accusé de réception ou par cahier de transmission, le véhicule saisi est vendu par le service des Domaines, qui verse au bureau de l'enregistrement le produit net de la vente jusqu'à concurrence des sommes dues à ce bureau et, le cas échéant, consigne à la Trésorerie Générale le solde de ce produit net.

Art. 876 - Les personnes morales et les entreprises individuelles qui louent des véhicules sont tenues de déclarer avant le 1er février de chaque année au Bureau de l'Enregistrement de leur siège social ou de leur principal établissement, sous peine des sanctions prévues à l'article 990, un récapitulatif des contrats de location passés avec des personnes morales et précisant notamment :

- 1°) la raison sociale, l'adresse de la personne morale qui a pris le véhicule en location,
- 2°) le numéro d'immatriculation et la puissance fiscale de chaque véhicule,
- 3°) la durée et le prix de la location.

Art. 879. - Le défaut de paiement dans le délai fixé à l'article précédent ainsi que toute autre contravention ayant entraîné un préjudice pour le trésor, rendent exigible, indépendamment de la taxe, une pénalité déterminée conformément à l'article 990 du présent Code.

Toute inexactitude ou omission dans la déclaration, toute autre infraction n'ayant pas entraîné un préjudice pour le trésor donne lieu à l'application d'une amende déterminée conformément à l'article 990.

En outre, dans tous les cas, il peut être procédé à la saisie, à la mise en fourrière et à la vente du véhicule dans les formes et conditions déterminées par l'article 866 du présent Livre.

Art. 898. - L'omission dans l'origine de propriété contenue dans les actes ou déclarations de mutations immobilières, des renseignements prescrits par l'article 891 ci-dessus est punie d'une amende égale à 25% de la taxe exigible. Cette amende est personnelle à l'officier ministériel rédacteur de l'acte ou au déclarant.

L'indication d'une valeur d'acquisition reconnue fautive est passible d'une pénalité égale à 50% de la taxe calculée en tenant compte de la véritable valeur d'acquisition.

Les droits perçus à titre de pénalités pour défaut d'enregistrement dans les délais, portent sur les droits simples d'enregistrement majorés de la taxe de plus-value.

Art. 919. - Tout contribuable doit souscrire une déclaration d'existence, dans les vingt jours qui suivent celui de l'ouverture de son établissement ou du commencement des opérations imposables.

La déclaration d'existence est adressée au directeur des impôts, en double exemplaire.

Elle doit indiquer notamment, les prénoms et nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du contribuable, et, s'il y a lieu, le numéro de ses comptes courants bancaires et postaux, ainsi que l'emplacement de son ou de ses établissements de production et de ses magasins de vente.

Dans le mois de la création d'un fonds commun de placement, le gérant dépose auprès de l'Administration dans le ressort de laquelle il souscrit sa déclaration de bénéficiaires ou, à défaut, sa déclaration de revenus, une déclaration d'existence du fonds et un exemplaire du règlement de celui-ci.

La liste constatant la propriété des parts d'un fonds commun de placement doit mentionner :

- ▀ si le souscripteur est une personne physique : les nom, prénoms, date de naissance et domicile fiscal de celle-ci ;
- s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination ou la raison sociale, la forme juridique, le numéro d'identification national des Entreprises et Associations (NINEA) et le lieu du siège social de cette dernière ;
- s'il s'agit d'un fonds commun de placement : la dénomination de ce fonds, ainsi que l'identité et le domicile fiscal de son gérant.

Tout changement dans les caractéristiques de l'exploitation fait l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues aux alinéas 1er et 2ème du présent article.

Toute infraction aux dispositions du présent article, est sanctionnée par une amende fiscale de 200 000 francs CFA constatée sur procès-verbal.

Lorsque l'expiration des délais prévus pour le dépôt des déclarations ou pour le paiement de l'impôt coïncide avec un des jours de fermeture prévue à l'article 420, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit.

Art. 954 - La non-teneur ou la destruction avant l'expiration d'un délai de dix (10) ans des documents visés au présent Code donne lieu à l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 990 du présent Code.

Cette amende est portée au procès-verbal constatant l'infraction et recouvrée par les receveurs.

Art. 955 - Tout officier public ou ministériel, tout expert et toute autre personne, association, groupement ou société faisant profession de tenir les écritures comptables de plusieurs clients qui a apporté son concours à l'établissement ou l'utilisation des documents ou renseignements reconnus inexacts, est passible d'une amende fiscale fixée conformément aux dispositions de l'article 990 du présent Code, que ces infractions aient été commises auprès d'un seul ou de plusieurs assujettis, soit successivement soit simultanément.

Cette amende est portée au procès-verbal constatant l'infraction et recouvrée par les receveurs.

Tout assujetti qui ne répond pas dans un délai d'un mois à une demande écrite de renseignement de l'administration s'expose à une amende de 200.000 francs, sans préjudice des sanctions prévues spécifiquement au présent Code. Il devra en outre apporter la preuve de l'exagération des redressements ou des taxations d'office établies à son encontre pour défaut de réponse aux demandes de renseignement.

Art. 994 - Les personnes physiques ou morales visées ci-dessus qui ont fait l'objet d'un procès-verbal seront mises en demeure de s'exécuter dans un délai de dix (10) jours.

Passé ce délai, tout nouveau refus explicite ou tacite donnera lieu à une nouvelle amende de 200 000 francs constatée sur procès-verbal.

Art. 999 : Tout contribuable qui n'a pas intégralement payé les contributions dont il est redevable dans les deux (2) mois de leur exigibilité doit acquitter un intérêt de retard tel que prévu à l'article 989 sur les sommes restées impayées.

Art. 1050- Tout assujetti peut contester devant la justice les impositions qui sont établies à son encontre après réception des avertissements ou des notifications de titre de perception ou de refus de restitution, à condition de se conformer aux règles particulières établies spécifiquement pour chaque impôt aux Livres 1, 2 et 3.

La contestation n'est pas recevable si l'assujetti avait au préalable reconnu le bien-fondé des réclamations de droits qui lui ont été adressées.

IV. - Les dispositions de la présente loi prendront effet à compter du 1er janvier 2007.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar le 21 décembre 2006.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Macky SALL.

ANNEXES LEGISLATIVES

PREVISIONS DE RECETTES PAR ARTICLE ET PAR PARAGRAPHE

ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de francs

| Art. par | NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE | PREVIS. LFI 2006 | REALIS. AU 31/08/06 | TAUXREALIS | PREVISIONS PLFI 2007 | ECARTS LF 2006 2007 | TAUXPROG |
|----------|--------------------------------------|------------------|---------------------|------------|----------------------|---------------------|----------|
| | RECETTES INTERNES | | | | | | |
| 71 | RECETTES FISCALES IMPOTS DIRECTS | | | | | | |

| | | | | | | | |
|-------|---|--------------------------------|--------------------------------|---------|--------------------------------|--------------------------------|----------|
| 71 1 | Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital | 96 400 000 96 400 000 | 128 880 268 128 880 268 | 133,69% | 112 500 000 112 500 000 | 16 100 000 16 100 000 | 16,70% |
| 71 2 | Impôts sur les salaires et autres rémunérations | 110 600 000 110 600 000 | 43 422 457 43 422 457 | 39,26% | 133 800 000 133 800 000 | 23 200 000 | 20,98% |
| 71 3 | Impôts sur le patrimoine | 14 000 000 14 000 000 | 11 046 522 11 046 522 | | 17 000 000 17 000 000 | 3 000 000 | |
| 71 4 | autres impôts directs CGI | 2 000 000 | 521 377 | 26,07% | 600 000 | -1 400 000 | -70,00% |
| | Total impôts directs..... | 223 000 000 | 183 870 624 18 3 870 624 | 82,45% | 263 900 000 | 40 900 000 40 900 000 | 18,34% |
| 71 | IMPOTS INDIRECTS | | | | | | |
| 71 5 | Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 510 600 000 510 600 000 | 316 741 635 316 741 635 | 62,03% | 553 500 000 553 500 000 | 42 900 000 42 900 000 | 8,40% |
| 71 6 | Droits de timbre et d'enregistrement | 21 800 000 | 12 630 468 12 630 468 | 57,94% | 25 300 000 | 3 500 000 | 16,06% |
| 71 7 | Droits et taxes à l'importation | 120 600 000 120 600 000 | 94 575 228 94 575 228 | 78,42% | 152 900 000 152 900 000 | 32 300 000 | 26,78% |
| 71 9 | Autres recettes fiscales | | 800 000 | | | 0 | |
| | Total impôts indirects..... | 653 000 000 653 000 000 | 424 747 331 424 747 331 | 65,05% | 731 700 000 731 700 000 | 78 700 000 | 12,05% |
| 71 | TOTAL RECETTES FISCALES | 876 000 000 87 6 000 000 | 608 617 955 60 8 617 955 | 69,48% | 995 600 000 99 5 600 000 | 119 600 000 11 9 600 000 | 13,65% |
| 72 | RECETTES NON FISCALES | | | | | | |
| 72 1 | Revenu de l'entreprise et du domaine | 15 900 000 15 900 000 | 2 075 000 | 13,05% | 5 000 000 5 000 000 | -10 900 000 | -68,55% |
| 72 2 | Droits et frais administratifs | 2 800 000 | 422 960 | 15,11% | 1 000 000 1 000 000 | -1 800 000 | -64,29% |
| 72 3 | Amendes et condamnations pécuniaires | 100 000 | 448 214 | 448,21% | 100 000 | 0 | 0,00% |
| 72 4 | produits financiers | 18 900 000 18 900 000 | 19 594 000 19 594 000 | 103,67% | 21 700 000 | 2 800 000 | 14,81% |
| 72 5 | Autres recettes non fiscales | 4 700 000 4 700 000 | 3 393 600 | 72,20% | 24 600 000 | 19 900 000 19 900 000 | 423,40% |
| 72 | TOTAL RECETTES NON FISCALES | 42 400 000 42 400 000 | 25 933 774 | 61,16% | 52 400 000 52 400 000 | 10 000 000 10 000 000 | 23,58% |
| | TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES Art 71-72 | 918 400 000 91 8 400 000 | 634 551 729 63 4 551 729 | 69,09% | 1.048 000 000 | 129 600 000 12 9 600 000 | 14,11% |
| 76 | Recettes exceptionnelles | 100 000 | 16 839 | 16,84% | 100 000 | 0 | 0,00% |
| 29 | Remboursement Prêts rétrocedés | 8 000 000 | 0 | 0,00% | | -8 000 000 | -100,00% |
| 017 6 | Autres Emprunts Intérieurs | | | | 100 800 000 100 800 000 | | |
| | TOTAL AUTRES RECETTES ART 74 - 76- 29 | 8 100 000 | 16 839 | 0,21% | 100 900 000 10 0 900 000 | -8 000 000 | -98,77% |

| | | | | | | | |
|----|--|--------------------------------|--------------------------------|--------|--------------------------------|--------------------------------|---------|
| | TOTAL RECETTES INTERNES art 71- 72- 74- 76 - 29 | 926 500 000 92 6 500 000 | 634 568 568 63 4 568 568 | 68,49% | 1.148 900 000 | 121 600 000 12 1 600 000 | 13,12% |
| | RECETTES EXTERNNES 12 Dons Projet et leg | 101 077 000 10 1 077 000 | | 0,00% | 91 363 000 91 363 000 | -9 714 000 | -9,61% |
| 15 | Tirage sur emprunt | 191 895 000 191 895 000 | | 0,00% | 170 249 000 170 249 000 | -21 646 000 | -11,28% |
| 16 | Emprunt programme (dont déficit) | 134 000 000 134 000 000 | | 0,00% | 50 200 000 50 200 000 | -83 800 000 | -62,54% |
| 74 | Dons Programmes | 12 600 000 12 600 000 | 0 | 0,00% | 13 700 000 13 700 000 | 1 100 000 1 100 000 | |
| | TOTAL RECETTES EXTERNNES Art 12- 15- 74 | 439 572 000 43 9 572 000 | 78 558 390 | 17,87% | 325 512 000 32 5 512 000 | -114 060 000 | -25,95% |
| | TOTAL GENERAL DES RECETTES | 1 366 072 000 | 713 126 958 71 3 126 958 | 52,20% | 1 474 412 000 | 108 340 000 10 8 340 000 | 7,93% |

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ANNEXE 2

Comptes spéciaux du Trésor

En milliers de francs

| IDENTIFICATION | LIBELLES | | Recettes | Dépenses |
|----------------|--|---------|------------|------------|
| | COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | | | |
| 4333271001011 | Fonds National de retraite | | 37 500 000 | 37 500 000 |
| 3321271002011 | Fonds de Lutte contre les incendies | | 300 000 | 300 000 |
| 4083571003011 | Caisse d'encouragem. à la Pêche et Industries Annexes | | 900 000 | 900 000 |
| 2130371004011 | Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique | | 180 000 | 180 000 |
| | | s/total | 38 880 000 | 38 880 000 |
| | COMPTES DE COMMERCE | | | |
| 3220072001011 | Opér. à caractère industriel et Commerce. des Armées | | 150 000 | 150 000 |
| 4334272002011 | Opér. à caractère industriel et Commercial DPS | | 10 000 | 10 000 |
| 3321472003011 | Opér. à caractère ind. et Com. Etabl. Pénitenciers | | 15 000 | 15 000 |
| | | s/total | 175 000 | 175 000 |
| | COMPTES DES OPERATIONS MONETAIRES | | | |
| 4331174001011 | Comptes de pertes et profits de Change | | 800 000 | 800 000 |
| | | s/total | 800 000 | 800 000 |
| | COMPTES DE PRETS | | | |
| 4331175001011 | Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. à Part. Pub. Maj. | | 200 000 | 200 000 |
| 4336075002011 | Prêts aux Collectivités locales | | 500 000 | 500 000 |
| 4331175004011 | Prêts à divers organismes | | 500 000 | 500 000 |
| 4331175005011 | Prêts à divers particuliers | | 7 500 000 | 7 500 000 |
| | | s/total | 8 700 000 | 8 700 000 |
| | COMPTES D'AVANCES | | | |
| 4331176001011 | Avances Etab.Pub.Soc. à Part. Pub. Maj. | | 500 000 | 500 000 |
| 4331176002011 | Avance à 1 an à divers | | 100 000 | 100 000 |

| | | | | |
|---------------|--|---------|-----------------------------|-----------------------------|
| | organismes et particuliers | | | |
| 4331176003011 | Avance à 1 an à divers agents publics | | 100 000 | 100 000 |
| 4336076004011 | Avance à 1 an aux collectivités locales | | 500 000 | 500 000 |
| | | s/total | 1 700 000 700 000 | 1 700 000 700 000 |
| | COMPTE DE GARANTIES ET D'AVALS | | | |
| 4331177001011 | Garanties et avals | | 3 500 000 | 3 500 000 |
| | | s/total | 3 500 000 | 3 500 000 |
| | RECAPITULATION GENERALE COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | | 38 880 000 | 38 880 000 |
| | COMPTES DE COMMERCE | | 175 000 | 175 000 |
| | COMPTES DES OPERATIONS MONETAIRES | | 800 000 | 800 000 |
| | COMPTES DE PRETS | | 8 700 000 | 8 700 000 |
| | COMPTES D'AVANCES | | 1 200 000 200 000 | 1 200 000 200 000 |
| | COMPTE DE GARANTIES ET D'AVALS | | 3 500 000 | 3 500 000 |
| | TOTAL | | 53 255 000 53 255 000 | 53 255 000 53 255 000 |

COÛT DES SERVICES VOTES PAR POUVOIR PUBLIC OU PAR MINISTERE.

**RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas comptes des CST)**

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
|---|-------------------------------|--|
| 10 Dette publique | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 10 - Dépenses de fonctionnement | | |
| Total Budget de fonctionnement | | |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | | |
| DETTE PUBLIQUE | | |
| Dettes publiques | | |
| Titre 1 - 10 - Amortissement et charge de la dette publique et dépenses | 119.500.000.000 | 88.250.000.000 |
| Total Dette publique | 119.500.000.000 | 88.250.000.000 |
| TOTAL DETTE PUBLIQUE | 119.500.000.000 | 88.250.000.000 |
| Total général Section 10 | 119.500.000.000 | 88.250.000.000 |
| 21 Présidence de la République | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 21 - Dépenses de personnel | 2.700.477.000 | 3.145.663.308 |
| Titre 4 - 21 - Transferts Courants | 2.730.318.000 | 2.730.318.000 |
| Titre 3 - 21 - Dépenses de fonctionnement | 6.139.334.000 | 6.139.334.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 11.570.129.000 | 12.015.315.308 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 11.570.129.000 | 12.015.315.308 |
| Total général Section 21 | 11.570.129.000 | 12.015.315.308 |
| 21 Assemblée Nationale | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 22 - Dépenses de fonctionnement | 4.760.500.000 | 4.760.500.000 |
| Titre 2 - 21 - Dépenses de personnel | 2.887.728.000 | 2.903.189.920 |

| | | |
|------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Titre 4 - 21 - Transferts courants | 96.800.000 | 96.800.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 7.754.028.000 | 7.760.489.920 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 7.754.028.000 | 7.760.489.920 |
| Total général Section 22 | 7.754.028.000 | 7.760.489.920 |

| RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas comptes des CST) | | |
|---|-------------------------------|--|
| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
| 23 Commission Electorale nationale Autonome | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 23 - Dépenses de fonctionnement | 800.000.000 | 800.000.000 |
| Titre 4 - 23 - Transferts courants | 800.000.000 | 800.000.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 800.000.000 | 800.000.000 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 800.000.000 | 800.000.000 |
| Total général Section 23 | 800.000.000 | 800.000.000 |
| 24 Conseil de la République Aff. Econ. et Sociales | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 24 - Dépenses de personnel | 1.988.511.000 | 1.988.511.000 |
| Titre 3 - 24 - Dépenses de fonctionnement | 900.000.000 | 900.000.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 2.888.511.000 | 2.888.511.000 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 2.888.511.000 | 2.888.511.000 |
| Total général Section 24 | 2.888.511.000 | 2.888.511.000 |
| 25 Conseil Constitutionnel | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 25 - Dépenses de personnel | 88.231.000 | 104.748.180 |
| Titre 3 - 25 - Dépenses de fonctionnement | 73.761.000 | 73.761.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 161.992.000 | 178.509.180 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 161.992.000 | 178.509.180 |
| Total général Section 25 | 161.992.000 | 178.509.180 |
| 26 Conseil d'Etat | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 26 - Dépenses de personnel | 209.614.000 | 188.331.420 |
| Titre 6 - 26 - Dépenses de fonctionnement | 140.003.000 | 140.003.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 349.617.000 | 328.334.420 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 349.617.000 | 328.334.420 |
| Total général Section 26 | 349.617.000 | 328.334.420 |
| 27 Cour de Cassation | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 27 - Dépenses de personnel | 286.989.000 | 323.355.802 |
| Titre 4 - 27 - Transferts Courants | 2.100.000 | 2.100.000 |
| Titre 3 - 27 - Dépenses de fonctionnement | 144.358.000 | 144.358.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 433.447.000 | 469.813.802 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 433.447.000 | 469.813.802 |
| Total général Section 27 | 433.447.000 | 469.813.802 |
| 28 Cour des Comptes | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 28 - Dépenses de fonctionnement | 264.250.000 | 264.250.000 |

| | | |
|--------------------------------------|-------------|-------------|
| Titre 2 - 28 - Dépenses de personnel | 468.113.000 | 528.255.880 |
| Total Budget de fonctionnement | 732.363.000 | 792.505.880 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 732.363.000 | 792.505.880 |
| Total général Section 28 | 732.363.000 | 792.505.880 |

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas comptes des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
|---|-----------------------------------|--|
| 30 Primature | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 30 - Dépenses de fonctionnement | 3.396.094.000 | 3.534.344.000 |
| Titre 2 - 30 - Dépenses de personnel | 667.927.000 | 1.325.587.120 |
| Titre 4 - 30 - Transferts courants | 1.209.560.000 | 1.574.560.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 5.273.581.000 | 6.434.491.120 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 5.273.581.000 | 6.434.491.120 |
| Total général Section 30 | 5.273.581.000 | 6.434.491.120 |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 31 - Dépenses de personnel | 10.483.019.000 | 13.168.836.120 |
| Titre 4 - 31 - Transferts Courants | 4.529.336.000 | 4.529.336.000 |
| Titre 3 - 31 - Dépenses de fonctionnement | 10.657.633.000 | 10.608.515.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 25.669.988.000 | 28.306.687.120 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 25.669.988.000 | 28.306.687.120 |
| Total général Section 31 | 25.669.988.000 | 28.306.687.120 |
| 32 Ministère des Forces Armées | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 32 - Transferts Courants | 709.879.000 | 2.024.879.000 |
| Titre 2 - 32 - Dépenses de personnel | 42.561.284.000 | 50.461.942.980 |
| Titre 3 - 32 - Dépenses de fonctionnement | 14.581.728.000 | 14.036.728.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 57.852.891.000 | 66.523.549.980 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 57.852.891.000 | 66.523.549.980 |
| Total général Section 32 | 57.852.891.000 | 66.523.549.980 |

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas comptes des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
|--|-----------------------------------|--|
| 33 Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 33 - Dépenses de personnel | 19.468.756.000 | 22.026.250.020 |
| Titre 4 - 33 - Transferts courants | 0 | 14.713.105.000 |
| Titre 3 - 33 - Dépenses de fonctionnement | 10.794.506.000 | 7.798.034.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 30.263.262.000 | 44.537.389.020 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 30.263.262.000 | 44.537.389.020 |
| Total général Section 33 | 30.263.262.000 | 44.537.389.020 |
| 34 Ministère de la Justice | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 34 - Dépenses de fonctionnement | 4.137.372.000 | 4.062.372.000 |
| Titre 4 - 34 - Transferts Courants | 710.700.000 | 710.700.000 |

| | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Titre 2 - 34 - Dépenses de personnel | 9.019.602.000 | 11.882.242.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 13.867.674.000 | 16.655.314.060 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 13.867.674.000 | 16.655.314.060 |
| Total général Section 34 | 13.867.674.000 | 16.655.314.060 |
| 35 Ministère de la Fonction publique, Travail et Organisations Professionnelles | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 35 - Dépenses de fonctionnement 673.430.000 643.630.000 | | |
| Titre 4 - 35 - Transferts Courants 60.000.000 118.000.000 | | |
| Titre 2 - 35 - Dépenses de personnel | 666.314.000 | 911.805.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.399.744.000 | 1.673.435.000 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.399.744.000 | 1.673.435.000 |
| Total général Section 35 | 1.399.744.000 | 1.673.435.000 |
| 36 Ministère des Relations avec les Institutions | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 36 - Dépenses de fonctionnement | 120.123.000 | 120.123.000 |
| Titre 2 - 36 - Dépenses de personnel | 94.804.000 | 95.513.460 |
| Total Budget de fonctionnement | 214.927.000 | 215.636.460 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 214.927.000 | 215.636.460 |
| Total général Section 36 | 214.927.000 | 215.636.460 |
| 37 Ministère de la Micro-Finances et de la Coopération internationale Décentralisée | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 37 - Dépenses de fonctionnement | 241.885.000 | 223.400.000 |
| Titre 2 - 37 - Dépenses de personnel | 192.131.000 | 205.025.920 |
| Total Budget de fonctionnement | 434.016.000 | 428.425.920 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 434.016.000 | 428.425.920 |
| Total général Section 37 | 434.016.000 | 428.425.920 |
| 39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 39 - Dépenses de fonctionnement | 212.538.000 | 212.538.000 |
| Titre 4 - 39 - Dépenses de personnel | 61.474.000 | 61.474.000 |
| Titre 2 - 39 - Transferts courants | 123.823.000 | 166.940.100 |
| Total Budget de fonctionnement | 397.835.000 | 440.952.100 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 397.835.000 | 440.952.100 |
| Total général Section 39 | 397.835.000 | 440.952.100 |

LOI N° 2006-42 DU 21 décembre 2006 (Suite6)

| RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas comptes des CST) | | |
|--|----------------------------|---|
| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
| 40 Ministère de l'Economie Maritime et des Transports Maritimes internationaux | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 40 - Dépenses Transferts courants | 21.600.000 | 21.600.000 |

| | | |
|--|-----------------------------------|--|
| Titre 2 - 40 - Dépenses de personnel | 1.125.290.000 | 1.071567.400 |
| Titre 3 - 40 - Dépenses de fonctionnement | 683.137.000 | 683.137.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.830.027.000 | 1.776.304400 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 1.830.027.000 | 1.776.304400 |
| Total général Section 40 | 1.830.027.000 | 1.776.304400 |
| 41 Ministère des Infrastructures de l'Équipement des Transports terrestres et de Transports maritimes intérieurs | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 41 - Dépenses de personnel | 687.697.000 | 828.039.100 |
| Titre 3 - 41 - Dépenses de fonctionnement | 360.172.000 | 360.172.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.047.869.000 | 1.188.211.100 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.047.869.000 | 1.188.211.100 |
| Total général Section 41 | 1.047.869.000 | 1.188.211.100 |
| 42 Ministère de l'Agriculture, Bloc carbur, Sécurité alimentaire | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 42 - Dépenses de personnel | 2.996.439.000 | 2.879.610.140 |
| Titre 3 - 42 - Dépenses de fonctionnement | 1.442.535.000 | 2.014.061.000 |
| Titre 4 - 42 - Transferts courants | 4.639.937.000 | 4.571.317.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 9.078.911.000 | 9.464.988.140 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 9.078.911.000 | 9.464.988.140 |
| Total général Section 42 | 9.078.911.000 | 9.464.988.140 |
| 43 Ministère de l'Économie et des Finances | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 43 - Dépenses de fonctionnement | 6.578.440.000 | 6.630.549.000 |
| Titre 4 - 43 - Transferts courants | 518.076.000 | 2.483.076.000 |
| Titre 2 - 43 - Dépenses de personnel | 12.560.859.000 | 13.309.268.999 |
| Total Budget de fonctionnement | 19.657.375.000 | 22.422.893.999 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 19.657.375.000 | 22.422.893.999 |
| Total général Section 43 | 19.657.375.000 | 22.422.893.999 |
| 44 Ministère de l'Industrie | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 44 - Transferts courants | 1.408.264.000 | 1.058.264.000 |
| Titre 2 - 44 - Dépenses de personnel | 406.469.000 | 300.696.780 |
| Titre 3 - 43 - Dépenses de fonctionnement | 294.422.000 | 553.890.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 2.109.155.000 | 1.912.850.780 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 2.109.155.000 | 1.912.850.780 |
| Total général Section 44 | 2.109.155.000 | 1.912.850.780 |
| 45 Ministère du Commerce et Consommation | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 45 - Dépenses de personnel | 733.900.000 | 1.048.028.828 |
| Titre 3 - 45 - Dépenses de fonctionnement | 396.971.000 | 397.253.000 |
| Titre 4 - 45 - Transferts courants | 614.620.000 | 714.620.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.745.491.000 | 2.159.901.828 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.745.491.000 | 2.159.901.828 |
| Total général Section 45 | 1.745.491.000 | 2.159.901.828 |
| RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas comptes des CST) | | |
| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |

| | | |
|--|-----------------|-----------------|
| 46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 46 - Dépenses de fonctionnement | 459.770.000 | 434.331.000 |
| Titre 2 - 46 - Dépenses de personnel | 1.009.385.000 | 947.923.200 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.469.155.000 | 1.382.254.200 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 1.469.155.000 | 1.382.254.200 |
| Total général Section 46 | 1.469.155.000 | 1.382.254.200 |
| 47 Ministère de l'Energie et de Mines | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 47 - Dépenses de personnel | 272.891.000 | 294.584.915 |
| Titre 3 - 47 - Dépenses de fonctionnement | 189.349.000 | 189.349.000 |
| Titre 4 - 47 - Transferts courants | 2.000.000 | 2.000.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 464.240.000 | 485.933.915 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 464.240.000 | 485.933.915 |
| Total général Section 47 | 464.240.000 | 485.933.915 |
| 48 Ministère du Patrimoine Bâti de l'Habitat et de la Construction | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 48 - Dépenses de personnel | 291.095.000 | 340.601.320 |
| Titre 3 - 48 - Dépenses de fonctionnement | 339.794.000 | 339.794.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 630.889.000 | 680.395.320 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 630.889.000 | 680.395.320 |
| Total général Section 48 | 630.889.000 | 680.395.320 |
| 49 Ministère du Tourisme et des Transports aériens | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 49 - Transferts courants | 107.776.000 | 107.776.000 |
| Titre 3 - 49 - Dépenses de fonctionnement | 229.522.000 | 347.322.000 |
| Titre 2 - 49 - Dépenses de personnel | 408.714.000 | 569.409.500 |
| Total Budget de fonctionnement | 746.012.000 | 1.024.507.500 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 746.012.000 | 1.024.507.500 |
| Total général Section 49 | 746.012.000 | 1.024.507.500 |
| 50 Ministère de l'Education | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 50 - Dépenses de personnel | 106.846.620.000 | 103.354.985.280 |
| Titre 3 - 50 - Dépenses de fonctionnement | 47.603.553.000 | 47.307.413.000 |
| Titre 4 - 50 - Transferts courants | 50.631.564.000 | 50.331.564.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 205.081.737.000 | 200.993.962.280 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 205.081.737.000 | 200.993.962.280 |
| Total général Section 50 | 205.081.737.000 | 200.993.962.280 |
| 51 Ministère de la Recherche scientifique | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 51 - Dépenses de personnel | 163.842.000 | 169.646.900 |
| Titre 4 - 51 - Transferts courants | 1.296.055.000 | 1.296.055.000 |
| Titre 3 - 51 - Dépenses de fonctionnement | 204.669.000 | 204.669.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.664.566.000 | 1.670.370.900 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.664.566.000 | 1.670.370.900 |
| Total général Section 51 | 1.664.566.000 | 1.670.370.900 |
| RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE | | |

(Ne tient pas comptes des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
|--|-----------------------------------|--|
| 52 Ministère des sports | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 52 - Transferts courants | 77.000.000 | 77.000.000 |
| Titre 2 - 52 - Dépenses de personnel | 1.041.732.000 | 1.137.347.680 |
| Titre 3 - 52 - Dépenses de fonctionnement | 4.130.246.000 | 2.630.246.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 5.248.978.000 | 3.844.593.680 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 5.248.978.000 | 3.844.593.680 |
| Total général Section 52 | 5.248.978.000 | 3.844.593.680 |
| 53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique classé | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 53 - Dépenses de fonctionnement | 634.712.000 | 634.712.000 |
| Titre 4 - 53 - Transferts courants | 2.197.010.000 | 2.197.010.000 |
| Titre 2 - 53 - Dépenses de personnel | 685.559.000 | 779.082.960 |
| Total Budget de fonctionnement | 3.517.281.000 | 3.610.804.960 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 3.517.281.000 | 3.610.804.960 |
| Total général Section 53 | 3.517.281.000 | 3.610.804.960 |
| 54 Ministère de la Santé et de la Prévention médicale | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 54 - Dépenses de fonctionnement | 15.692.545.000 | 13.242.545.000 |
| Titre 2 - 54 - Dépenses de personnel | 21.195.433.000 | 20.130.940.000 |
| Titre 4 - 54 - Transferts courants | 16.011.692.000 | 15.429.692.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 52.899.670.000 | 48.803.177.000 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 52.899.670.000 | 48.803.177.000 |
| Total général Section 54 | 52.899.670.000 | 48.803.177.000 |
| 55 Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 55 - Dépenses de personnel | 862.080.000 | 1.123.125.752 |
| Titre 4 - 55 - Transferts courants | 226.000.000 | 226.000.000 |
| Titre 3 - 55 - Dépenses de fonctionnement | 1.139.205.000 | 1.183.005.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 2.227.285.000 | 2.532.130.752 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 2.227.285.000 | 2.532.130.752 |
| Total général Section 55 | 2.227.285.000 | 2.532.130.752 |
| 56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 56 - Transferts courants | 20.000.000 | 13.620.000 |
| Titre 3 - 56 - Dépenses de fonctionnement | 2.573.094.000 | 2.985.394.000 |
| Titre 2 - 56 - Dépenses de personnel | 2.285.755.000 | 3.394.789.397 |
| Total Budget de fonctionnement | 4.878.849.000 | 6.393.803.397 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 4.878.849.000 | 6.393.803.397 |
| Total général Section 56 | 4.878.849.000 | 6.393.803.397 |
| 57 | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 57 - Transferts courants | 595.000.000 | 0 |
| Titre 2 - 57 - Dépenses de personnel | 501.339.000 | 0 |

| | | |
|---|---------------------------------------|--|
| Titre 3 - 57 - Dépenses de fonctionnement | 1.087.892.000 | 0 |
| Total Budget de fonctionnement | 2.184.231.000 | 0 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 2.184.231.000 | 0 |
| Total général Section 57 | 2.184.231.000 | 0 |
| RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas comptes des CST) | | |
| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
| 58 Ministère de la Femme, de la Famille, du Développement social et de l'Entreprenariat féminin | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 58 - Transferts courants | 424.822.000 | 913.353.000 |
| Titre 2 - 58 - Dépenses de personnel | 920.525.000 | 1.490.219.580 |
| Titre 3 - 58 - Dépenses de fonctionnement | 1.171.264.000 | 1.557.948.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 2.516.611.000 | 3.961.520.580 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 2.516.611.000 | 3.961.520.580 |
| Total général Section 58 | 2.516.611.000 | 3.961.520.580 |
| 59 Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 59 - Dépenses de fonctionnement | 2.260.074.000 | 2.355.074.000 |
| Titre 2 - 59 - Dépenses de personnel | 5.726.849.000 | 6.308.072.040 |
| Titre 4 - 59 - Transferts courants | 641.257.000 | 641.257.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 8.628.180.000 | 9.304.403.040 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 8.628.180.000 | 9.304.403.040 |
| Total général Section 59 | 8.628.180.000 | 9.304.403.040 |
| 60 Charges non réparties « Dépenses communes » | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 60 - Transferts courants | 62.910.150.000 | 53.822.977.000 |
| Titre 2 - 60 - Dépenses de personnel | 10.075.775.000 | 27.737.579.496 |
| Titre 3 - 60 - Dépenses de fonctionnement | 48.429.971.000 | 41.759.471.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 121.415.896.000 | 123.320.027.496 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 121.415.896.000 | 123.320.027.496 |
| Total général Section 60 | 121.415.896.000 | 123.320.027.496 |
| 61 Ministère du Plan, du Développement durable et de la Coopération internationale | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 61 - Dépenses de personnel | 321.589.000 | 478.139.180 |
| Titre 3 - 61 - Dépenses de fonctionnement | 266.262.000 | 326.297.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 587.851.000 | 804.436.180 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 587.851.000 | 804.436.180 |
| Total général Section 61 | 587.851.000 | 804.436.180 |
| 62 Ministère de l'Elevage | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 62 - Dépenses de personnel | 908.555.000 | 1.296.927.140 |
| Titre 3 - 62 - Dépenses de fonctionnement | 332.297.000 | 342.297.000 |
| Titre 4 - 62 - Transferts courants | 23.142.000 | 23.142.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.263.994.000 | 1.662.366.140 |

| | | |
|---|-----------------------------------|--|
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.263.994.000 | 1.662.366.140 |
| Total général Section 62 | 1.263.994.000 | 1.662.366.140 |
| 63 Ministère de l'Information | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 63 - Dépenses de fonctionnement | 1.127.886.000 | 977.886.000 |
| Titre 2 - 63 - Dépenses de personnel | 191.476.000 | 212.577.100 |
| Titre 4 - 63 - Transferts courants | 471.370.000 | 521.370.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 1.790.732.000 | 1.711.833.100 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 1.790.732.000 | 1.711.833.100 |
| Total général Section 63 | 1.790.732.000 | 1.711.833.100 |
| RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas comptes des CST) | | |
| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
| 64 | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 64 - Dépenses de fonctionnement | 398.650.000 | 0 |
| Titre 2 - 64 - Dépenses de personnel | 64.572.000 | 0 |
| Titre 4 - 64 - Transferts courants | 340.000.000 | 0 |
| Total Budget de fonctionnement | 803.222.000 | 0 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 803.222.000 | 0 |
| Total général Section | 64 803.222.000 | 0 |
| 65 | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 65 - Transferts courants | 15.425.405.000 | 00 |
| Titre 2 - 65 - Dépenses de personnel | 1.003.445.000 003.445.000 | 0 |
| Titre 3 - 65 - Dépenses de fonctionnement | 532.896.000 | 0 |
| Total Budget de fonctionnement | 16.961.746.000 | 0 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 16.961.746.000 | 0 |
| Total général Section 65 | 16.961.746.000 | 0 |
| 66 Ministère des Postes, Télécomm. Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 2 - 66 - Dépenses de personnel | 117.071.000 | 123.039.620 |
| Titre 3 - 66 - Dépenses de fonctionnement | 243.700.000 | 243.700.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 360.771.000 | 366.739.620 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 360.771.000 | 366.739.620 |
| Total général Section 66 | 360.771.000 | 366.739.620 |
| 67 Ministère NEPAD de l'Intégration économique africaine et de la Politique de bonne gouvernance | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 67 - Dépenses de fonctionnement | 155.750.000 | 155.750.000 |
| Titre 4 - 67 - Dépenses de personnel | 115.000.000 | 115.000.000 |
| Titre 4 - 67 - Transferts courants | 90.698.000 | 138.771.619 |
| Total Budget de fonctionnement | 361.448.000 | 409.521.619 |
| TOTAL BUDGET GENERAL. | 361.448.000 | 409.521.619 |

| | | |
|--|-------------|-------------|
| Total général Section 67 | 361.448.000 | 409.521.619 |
| 68 Ministère de la Prévention et de l'Hygiène publique | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 68 - Dépenses de fonctionnement | 267.700.000 | 267.700.000 |
| Titre 2 - 68 - Dépenses de personnel | 530.978.000 | 453.474.180 |
| Total Budget de fonctionnement | 798.678.000 | 721.174.180 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 798.678.000 | 721.174.180 |
| Total général Section 68 | 798.678.000 | 721.174.180 |
| 69 Ministère du Cadre de vie et des Loisirs | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 69 - Transferts courants | 0 | 300.000.000 |
| Titre 3 - 69 - Dépenses de fonctionnement | 0 | 40.639.000 |
| Titre 2 - 69 - Dépenses de personnel | 0 | 208.236.844 |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 548.875.844 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 548.875.844 |
| Total général Section 69 | 0 | 548.875.844 |

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas comptes des CST)

| Pouvoirs Publics ou Ministères | Crédits Ouverts en LF 2006 | Loi de Finances pour l'année 2007 Réévaluation Services Votés |
|--|-----------------------------------|--|
| 70 Ministère de l'Hydraulique | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 70 - Dépenses de fonctionnement | 0 | 179.721.000 |
| Titre 2 - 70 - Dépenses de personnel | 0 | 528.004.240 |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 707.725.240 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 707.725.240 |
| Total général Section 70 | 0 | 707.725.240 |
| 71 Ministère de l'Artisanat | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 3 - 71 - Dépenses de fonctionnement | 0 | 65.232.000 |
| Titre 2 - 71 - Dépenses de personnel | 0 | 219.918.280 |
| Titre 4 - 71 - Transferts courants | 0 | 350.000.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 635.150.280 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 635.150.280 |
| Total général Section 71 | 0 | 635.150.280 |
| 72 Ministère Réseau Hydrographique national : Cours d'eau, Bassins de Rétention, Lacs et Canaux latéraux | | |
| BUDGET GENERAL | | |
| Budget de fonctionnement | | |
| Titre 4 - 72 - Transferts courants | 0 | 55.000.000 |
| Titre 2 - 72 - Dépenses de personnel | 0 | 192.622.240 |
| Titre 3 - 72 - Dépenses de fonctionnement | 0 | 38.731.000 |
| Total Budget de fonctionnement | 0 | 286.353.240 |
| TOTAL BUDGET GENERAL | 0 | 286.353.240 |
| Total général Section 72 | 0 | 286.353.240 |
| Total général toutes Sections | 751.525.855.0000 | 733.486.571.00 |

REPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET PAR MINISTERE DES MESURES NOUVELLES APPLICABLES AUX DEPENSES ORDINAIRES

ANNEXE 4 - Répartition des mesures nouvelles

| POUV- PUBL. ET MINISTERES | PERSONNEL | FONCTION. | TRANSFERTS | TOTAL |
|----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------|
|----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------|

| | | | | |
|-------------------------------------|-------------|----------------|---------------|----------------|
| POUVOIRS PUBLICS | | | | |
| 21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | | 2.022.817.000 | 100.000.000 | 2.122.817.000 |
| 22 ASSEMBLEE NATIONALE | 500.000.000 | | | 500.000.000 |
| 23 COMMIS. ELECT. NAT. AUTONOME | | | 1.200.000.000 | 1.200.000.000 |
| 24 CONS. REP. AFF. ECON.. SOCIALES | | 250.000.000 | | 250.000.000 |
| 25 CONSEIL CONSTITUTIONNEL | | | | - |
| 26 CONSEIL D'ETAT | | | | - |
| 27 COUR DE CASSATION | | | | - |
| 28 COUR DES COMPTES | | | | - |
| S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS | 500.000.000 | 2.272.817.000 | 1.300.000.000 | 4.072.817.000 |
| 30 PRIMATURE | | 83.000.000 | 601.873.000 | 684.873.000 |
| 31 M. DES AFFAIRES ETRANGERES | | 1.670.000.000 | | 1.670.000.000 |
| 32 M. DES FORCES ARMEES | | 700.000.000 | 460.000.000 | 1.160.000.000 |
| 33 M.DE L'INTERIEUR COLLE. LOC. | | 13.522.000.000 | 1.000.000.000 | 14.522.000.000 |
| 34 M. DE LA JUSTICE | | 1.149.000.000 | 50.000.000 | 1.199.000.000 |
| 35 M. FONC. PUB. TRAV. ORC. PROF | | 12.000.000 | 60.000.000 | 72.000.000 |
| 36 M. RELATION INSTITUTIONS | | | | - |
| 37 M. COOP. DEC. PLANF. REG. | | 8.500.000 | | 8.500.000 |
| 39 M.SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR | | 30.000.000 | | 30.000.000 |
| 40 M. ECONOMIE MARITIME | | | 150.000.000 | 150.000.000 |
| 41 M.INF. EQUIP.TRANS. TER.MAR.INT. | | | | - |
| 42 M. AGRI. BIOC. SECURT. ALIMEN. | | 192.350.000 | 200.000.000 | 392.350.000 |
| 43 M. ECONOMIE ET FINANCES | | 55.500.000 | 600.000.000 | 655.500.000 |
| 44 M. INDUSTRIES | | | | - |
| 45 M. COMM. ET DE LA CONSOMM. | | 6.000.000 | 100.000.000 | 106.000.000 |
| 46 M. URBAN. AMENAG.. TERRT. | | | | - |
| 47 M. ENERGIE ET MINES | | | 50.000.000 | 50.000.000 |
| 48 M. PATRI. BAT. HABIT. ET CONST. | | | | - |
| 49 M.TOURISME ET TRANSP. AERIENS | | 125.000.000 | 50.000.000 | 175.000.000 |

| POUV- PUBL. ET MINISTERES | PERSONNEL | FONCTION. | TRANSFERTS | TOTAL |
|-----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|----------------|
| 50 M. EDUCATION | 3.446.050.000 | 7.740.999.000 | 1.111.140.000 | 12.298.189.000 |
| 51 M. RECH. SCIENTIFIQUE | | | 90.000.000 | 90.000.000 |
| 52 M. SPORTS | | 389.000.000 | | 389.000.000 |
| 53 M. CULTURE PATRI.HISTO. CLASSE | | | 80.000.000 | 80.000.000 |
| 54 M. SANTE ET PREVENTION | 1.642.060.000 | 1.647.000.000 | 1.474.000.000 | 4.763.060.000 |
| 55 M. JEUNESSE ET DE L'EMPLOI | | 106.000.000 | 5.000.000 | 111.000.000 |
| 56 M. ENVIR. ET PROTEC. NATURE | | 280.000.000 | 20.000.000 | 300.000.000 |
| 58 M. FEMME FAMILLE DEV. SOCIAL | | 31.150.000 | | 31.150.000 |

| | | | | | |
|---|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| 59 M. ENSEIGN TECH. FOMAT. PROF. | | | 845.000.000 | 64.127.000 | 909.127.000 |
| 61 M. PLAN DEVEL.DUR.COOP. INTER. | | | | | - |
| 62. M. ELEVAGE | | | 184.000.000 | | 184.000.000 |
| 63. M. INFORMATION | | | 300.000.000 | 100.000.000 | 400.000.000 |
| 64 M.MICRO-FINA. COOP. INTER. DEC | | | | | - |
| 66 M. POSTES TELECOM. N.T.I.C. | | | | | - |
| 67 M. NEPAD INT. ECO. AFR. B. GOU. | | | 83.650.000 | | 83.650.000 |
| 68 M. PREV. HYGIEN. PUB. ASSAINI. | | | 146.000.000 | | 146.000.000 |
| 69 M. CADRE DE VIE DES LOISIRS | | | 189.000.000 | | 189.000.000 |
| 70 M. HYDRAULIQUE | | | 98.300.000 | | 98.300.000 |
| 71 M. ARTISANAT | | | 63.000.000 | | 63.000.000 |
| 72 M. RESEAU HYDROGRAP NATION. | | | 79.350.000 | | 79.350.000 |
| 60 CHARGES NON REPARTIES | | 3.918.462.000 | 24.536.501.000 | 15.745.600.000 | 44.200.563.000 |
| S/TOTAL MOYENS DES SERVICES | 9.006.572.000 | 006.572.000 | 54.272.300.000 | 22.011.740.000 | 85.290.612.000 |
| TOTAL GENERAL | | 9.506.572.000 | 56.545.117000 | 23.311740.000 | 89.363.429.000 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ANNEXE 5

Dépenses d'investissement En millions de francs

| TITRE | INTITULES DES SECTEURS | SOURCES DE FINANCEMENTS | | | | | | TOTAL | |
|-------|---------------------------|-------------------------|---------|----------------|---------|-------------|--------|-----------|---------|
| | | INTERIEUR (1) | | EXTERIEURS (2) | | | | | |
| | | ETAT | | EMPRUNTS | | SUBVENTIONS | | AP+FA | CP+PT |
| | | AP | CP | FA | PT | FA | PT | | |
| | Investissements | 2.214.143 | 390.020 | 1166.614 | 170.249 | 569.088 | 91.363 | 3.949.845 | 651.632 |

AP = autorisation de programme Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = Financement acquis Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévision de tirage de l'année Financements extérieurs budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

TAXES PARAFISCALES

ANNEXE 6

Tableau des taxes parafiscales (Art 33 de la loi organique Art 17 du projet de loi)

| ORGANISME BENEFICIAIRE | NATURE OU OBJET DE LA TAXE | TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES |
|--|--|---|
| Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) | - cotisation professionnelle | loi 75-51 du 3 avril 1975 |
| | - prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation | décret 94-006 du 9 juin 1994 |

CREDITS EVALUATIFS

ANNEXE 7

Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs (Art 18 du projet de loi)

| IMPUTATION | NATURE DES DEPENSES |
|------------|---------------------|
|------------|---------------------|

| | |
|------------------------------------|--|
| BUDGET GENERAL | |
| Toutes sections | TOUS LES SERVICES |
| Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1 | Dépenses de personnel |
| Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2 | Indemnités de logement |
| Section 31 | AFFAIRES ETRANGERES |
| Titre 3 14012005010 6271 | Location immeuble |
| Titre 3 14012005010 6272 | Location bâtiment à usage logement |
| Section 60 | ECONOMIE ET FINANCES (charges communes) |
| Titre 4 91222351010 6321 | Subvention produits pétroliers et compensation gel tarif électricité et prix des produits pétroliers Dotation au fonds sécurisation des Importations des Produits Pétroliers Promotion et développement des céréales locales |
| Titre 4 91922347010 6914 | Contribution du Sénégal aux dépenses de l'assistance technique |
| Titre 3 91322348010 6233 | Couverture de débet |
| Titre 5 70095017999 6295 | Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs |
| Titre 6 70095016999 2721 | Provisions pour exercice droit de péremption |
| Titre 4 91216003011 6469 | Rémunération du service public |
| Titre 3 91122343010 6251 | Dépenses permanentes |
| Titre 3 91122343010 6252 | |
| Titre 3 91122343010 6262 | |

ENCOURS ET SERVICE DE LA DETTE

ANNEXE 8 ENCOURS DE LA DETTE (Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique) En milliards de francs

| | ENCOURS AU 31-12- 2003 | ENCOURS AU 31-12- 2004 | ENCOURS AU 31-12- 2005 |
|------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Crédits multilatéraux | 1368,1 | 1535,9 | 1493,6 |
| FMI | 124,5 | 113,9 | |
| BIRD/IDA | 914,2 | 1040,4 | 1125,9 |
| BEI/FED/FND | 57,1 | 33,3 | 7,9 |
| BAD/FAD | 185,1 | 218,3 | 225,6 |
| OPEP/DADEA/BID/FASA | 70,7 | 74,2 | 73,8 |
| BOAD/CEDEAO | 15,6 | | |
| AUTRES | 0,9 | 55,8 | 60,4 |
| Crédits Bilatéraux | 660,8 | 675,1 | 334,4 |
| Pays de l'OCDE | 400,9 | 451,0 | 88,0 |
| Pays arabes | 205,6 | 216,8 | 228,1 |
| Autres | 54,3 | 7,3 | 18,3 |
| Dettes Commerciales | | 43,8 | 43,8 |
| DONT GARANTIE | | 43,8 | 43,8 |
| TOTAL | 2028,9 | 2254,8 | 1871,8 |

ANNEXE 8 bis SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE (Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique) en milliards de francs

| | SERVICES PREVISIONNEL DETTE EXTERIEURE 2005 |
|------------------------------|--|
| Crédits multilatéraux | 95,4 |
| dont BIRD/DA/FIDA | 29,6 |
| bad/fad | 12,6 |
| OPEP/DADEA/BID | 9,9 |
| FMI | 20,5 |
| Autres crédits | 7,5 |
| Crédits Bilatéraux | 32,0 |
| dont Pays de l'OCDE | 14,7 |
| Pays arabes | 10,5 |
| dont dépôt koweïtien | 0,2 |
| Autres crédits | 6,8 |
| Crédits d'Exportation | 3,3 |
| Crédits com. non assurés | |
| Autres | 3,5 |
| Total Brut (a) | 134,2 |
| Economies PPTE/IADM (b) | 70,3 |
| Total Net (a-b) | 63,9 |

**ANNEXE 8 Ter
SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE
(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)
en milliards de francs CFA**

| | SERVICES PREVISIONNEL DETTE INTERIEURE 2005 |
|--|--|
| Titres d'Etat | 1,0 |
| Titres P.B.E. | 1,0 |
| Intérêts intérieurs | 3,9 |
| Remboursement découvert statutaire BCEAO | 7,2 |
| Remboursement Emprunt Obligataire 2005 | 11,2 |
| TOTAL | 24,3 |

**DEPENSES SUR
RESSOURCES PPTE/IADM**

**ANNEXE 9
Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources
PPTE/IADM
En millions de francs CFA**

| Intitulés Affectation crédits PPTE /IADM | | |
|---|------------|----------------|
| PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS | | 9 900 000 000 |
| | Total PPTE | 9 900 000 000 |
| FONDEF PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION | | 3 000 000 000 |
| | Total IADM | 3 000 000 000 |
| TOTAL EDUCATION | | 12 900 000 000 |
| TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 12 900 000 000 |

**ANNEXE 9 bis
Liste des dépenses d'investissement sur ressources PPTE-IADM**

| CODE | INTITULE PROJET | AFFECTATION RESSOURCES PPTE | |
|-------|----------------------------------|-----------------------------------|---------|
| | 30 Primature | | |
| 11013 | PISTES COMMUNAUTAIRES APPUI PNDL | 700 000 000 000 | 700 000 |
| 11886 | PROG NATIONAL DEVPT LOCAL (PNDL) | 747 000 000 000 | 747 000 |

| | | | |
|-------------|--|------------------------------------|--------------------|
| 19006 | PROJET URGENCE RECONSTRUCT CASA (PARC) | 200 000 000 | |
| 44001 | PLAN STATEG LUTTE SIDA | 375 000 000 | 375 000 000 |
| 44081 | PROG. DE RENF. DE LA NUTRITION | 1 172 000 000 | |
| | TOTAL SECTION | 3 194 000 000 | |
| | 40 Ministère de l'Economie Maritime | | |
| 14007 | PROGRAMME DE DEVELOPt. DE L'AQUACULTURE | 2 551 400 000 | |
| 14133 | AIRES DE TRANSFORMATION | 400 000 000 | 400 000 000 |
| | TOTAL SECTION | 2 951 400 000 | |
| | 41 Min. Infrast. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs | | |
| 33010 | RTE FATICK-BAMBEY-MEKHE | 2 000 000 000 | |
| 33025 | TRANSPORT EN MILIEU RURAL | 2 000 000 000 | |
| | TOTAL SECTION | 4 000 000 000 | |
| | 42 Ministère Agricul., des Biocarburants et de la Sécurité alimentaire | | |
| 11001 | PROG EQUIPEMENT MONDE RURAL | 1 000 000 000 | |
| 11003 | PROJ ORG GEST° VILLAG (POGVII) 1 | 600 000 000 | 600 000 000 |
| 11006 | PROG RECONSTITUTION CAPITAL SEMENCIER | 3 500 000 000 | 500 000 000 |
| 11010 | PROG AGRICOLE/VOLET PROG SPECIAUX | 500 000 000 | |
| 11011 | MODERN, INTENSIFAGRICOLE, (PMIA)CONSOLIDAT° | 585 000 000 | 585 000 000 |
| 11012 | PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS | 4 500 000 000 | |
| 11073 | PROG. HYDRO-AGRIC. BASSE CASA | 150 000 000 | 150 000 000 |
| 11878 | PROJ DE LUTTE D'URGENCE CONTRE LE CRIQUET | 60 000 000 | 60 000 000 |
| 11885 | PROJET RECONSTRUCTION OUVRAGE DIAMEL | 300 000 000 | 300 000 000 |
| 19503 | FONDS NATIONAL DEVL.P. AGRO-SYLVO PASTORAL | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 19504 | PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES MARCHES AGRICOLES | 85 000 000 | |
| 46159 | RECONSTRUCTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE | 1 000 000 000 | |
| | 70 Ministère de l'Hydraulique | | |
| 15089 | AEP N'DIOSMONE PALMARIN 650 000 000 | 650 000 000 | |
| 15512 | PROG.REAL.BASSINS DE RETENTION | 1 500 000 000 | |
| | PEPAM-FOURNITURE ET POSE DE 150 COMPTEURS DE PRODUCTION ET DE 1500 | | |
| 15520 | COMPTEURS DE DE DISTRIBUTION | 150 000 000 | 150 000 000 |
| 15522 | PEPAM-REALISATION DE 12 FORAGES MULTIVILLAGES | 900 000 000 | 900 000 000 |
| | TOTAL SECTION | 1 700 000 000 | |
| | 72 Ministère du Réseau Hydrographique National | | |
| 15512 | PROGRAMME REALISATION | | |
| | BASSINS DE RETENTION | 1 500 000 000 | |
| | TOTAL SECTION | 1 500 000 000 | |
| CODE | INTITULE PROJET | AFFECTATION RESSOURCES PPTÉ | |
| | 44 Ministère de l' Industrie | | |
| 22834 | PLATES -FORMES MULTIFONCTIONNELLES | 200 000 000 | |
| | TOTAL SECTION | 200 000 000 | |
| | 45 Ministère du Commerce et de la Consommation | | |
| 31001 | PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE | 150 000 000 | 150 000 000 |
| | TOTAL SECTION | 150 000 000 | 150 000 000 |
| | 47 Ministère de l'Energie et des Mines | | |
| 24081 | PROJET DIFFUSION SERVICES ELECTRIQUES MILIEU RURAL | 1 380 000 000 | |

| | | | |
|-------------|--|-----------------------------------|-------------|
| 24089 | PROGRAMME D'URGENCE ELECTRIFICATION RURALE | 6 000 000 000 | |
| | TOTAL SECTION | 7 380 000 000 | |
| | 50 Ministère de l'Education | | |
| .45131 | PROG. DECEN. EDUC. FORM-PDEF Construction salles de classes | 3 900 000 000 | |
| | .Manuels scolaires | 1 959 170 000 | |
| | TOTAL SECTION | 5 859 170 000 | |
| | 54 Ministère Santé et de la Prévention Médicale | | |
| 44084 | APPUI AU PROGRAMME SIDA | 540 000 000 | 540 000 000 |
| 44107 | EXT DES PS DE DIOULOU/KAFOUNT EN CS (DEC BCI) | 240 000 000 | |
| 44110 | REHAB CENTRE SANTE DE OUSSOUYE | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 44111 | COMPLEM CENTRE SANTE KOUMPENTOUM | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 44115 | CONSTR CENTRE SANTE DE GANDIAYE | 200 000 000 | |
| 44116 | CONSTR CENTRE SANTE / MEDINA GOUNASS | 310 000 000 | 310 000 000 |
| 44118 | CONSTR CENTRE DE SANTE DE GOUDOMP | 273 000 000 | |
| 44120 | CONSTRUCTION CENTRE DE SANTE DE CAS CAS | 654 000 000 | 654 000 000 |
| 44126 | PROJET D'APPUI AU PEV | 150 000 000 | 150 000 000 |
| 44129 | CONSTR CENTRE SANTE DE REF DE KIDIRA | 134 000 000 | 134 000 000 |
| 44134 | PROJET SANTE II/BAD | 1 969 000 000 | |
| 44151 | CONSTR ET REH 20 PS ET EQUIP 18 PS (DEC BCI) | 1 161 000 000 | |
| 44155 | RENF DES MOY D'EVAC (VEDETTES, AMBUL) | 250 000 000 | |
| | TOTAL SECTION | 6 081 000 000 | |
| | 58 Ministère de la Famille et du Dévelop. Social | | |
| 46009 | REH VILLAGE RECLASSEMENT SOCIAL | 109 000 000 | 109 000 000 |
| 46010 | CENTRE PR ENFANTS SITUATION DIFF | 350 000 000 | 350 000 000 |
| 46141 | CONST.ET EQUIP CENTRES DEPART.FEMMES | 450 000 000 | 450 000 000 |
| 46148 | AMENAG CADRE DE VIE DS LES DAARAS | 152 000 000 | 152 000 000 |
| 46153 | CREDIT POUR LES FEMMES | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 46154 | APPUI AUX 45 CPRS | 75 000 000 | |
| 46155 | LUTTE CTRE LES PIRES FORMES DE TRAV/ ENFANTS | 208 430 000 | |
| 46158 | PROJET RBC HANDICAPES | 300 000 000 | 300 000 000 |
| 29830 | FONDS NATIONAL DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ | 800 000 000 | 800 000 000 |
| | TOTAL SECTION | 2 944 430 000 | |
| CODE | INTITULE PROJET | AFFECTATION RESSOURCES PTE | |
| 59 | Ministère de l'Enseignement et Formation Professionnelle PDEF ETEP | | |
| | - Fondéf | 330 000 000 | 330 000 000 |
| 45140 | - Construction CRETEF et CETF | 245 000 000 | |
| | - Equipement CRETEF et CETF | 352 500 000 | 352 500 000 |
| | - Réhabilitation CRETEF et CETF | 42 500 000 | 42 500 000 |
| | - Formation des vacataires de l'EPFP | 150 000 000 | 150 000 000 |
| | TOTAL SECTION | 1 120 000 000 | |
| 62 | Ministère de l'Elevage | | |
| 12002 | PROJ REHAB.CONSTRUCT D'ABAT | 550 000 000 | 550 000 000 |
| 12003 | PROGRAMME AGRCIOLE/VOLET ELEVAGE | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 12029 | CONTROLE EPIZOOTIES/PACE | 150 000 000 | 150 000 000 |
| 12049 | PROGR PRIORIT AMENAGMTS PASTORAUX | 200 000 000 | |
| 12053 | PROGR. NATLE. D'IDENTIF. DU BETAIL | 200 000 000 | |
| 12058 | PROJ.CREAT CENTR IMPULS ET MODERN ELEV | 300 000 000 | 300 000 000 |
| | TOTAL SECTION | 1 900 000 000 | |
| 64 | Ministère des PME - Entr. Fem et Micro Finance | | |

| | | | |
|-------|---|--------------------|---------|
| 29825 | FONDS D'IMPULSION A LA MICROFINANCE | 150 000 000 000 | 150 000 |
| | TOTAL SECTION | 150 000 000 000 | 150 000 |
| 68 | Ministère Prévention Hygiène Publique Assainissement | | |
| 41601 | ASSAINISSEMENT SL, KK ,LG | 180 000 000 000 | 180 000 |
| 41605 | PROJET ASSAINISSEMENT DIOURBEL | 600 000 000 000 | 600 000 |
| 41614 | ASSAINISSEMENT TOUBA | 300 000 000 000 | 300 000 |
| 41615 | PEPAM-REALISAT° 4500 OUVRAGES D'ASSAINISS. INDIV. ET DE 75 EDICULES PUBLIQUE EN MILIEU RURAL | 300 000 000 000 | 300 000 |
| 41616 | PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES | 1 300 000 000 | |
| 41621 | ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE MATAM | 810 000 000 000 | 810 000 |
| | TOTAL SECTION | 3 490 000 000 | |
| | TOTAL GENERAL | 56 400 000 000 | |

**ANNEXE 10
SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT
A TRANSFERER AUX AGENCES**

| N° | INTITULES AGENCES | CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA) |
|----|--|---|
| 1 | AGENCE NATIONALE DE SECURITE | 150,0 |
| 2 | AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT | 50,0 |
| 3 | AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX) | 800,0 |
| 4 | AGENCE DE LA CASE DES TOUT PETITS | 441,3 |
| 5 | AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER | 50,0 |
| 6 | AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC) | 100,0 |
| 7 | AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLENAIRE DE DIAMNIADIO | 112,0 |
| 8 | AGENCE POUR LA PROPRETE DE DAKAR (APPRODAK) | 300,0 |
| 9 | AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE | 2 583,1 |
| 10 | AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE | 55,0 |
| 11 | AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME | 100,0 |
| 12 | AGENCE DE REGULATION DES MARCHES | 201,3 |
| 13 | AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS | 200,0 |
| 14 | AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA) | 210,0 |
| 15 | AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT) | 290,0 |
| 16 | AGENCE POUR LA PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI) | 185,0 |
| 17 | AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION | 49,6 |
| 18 | AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME) | 441,9 |
| 19 | AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES | 120,0 |
| 20 | AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE | 400,0 |
| 21 | AGENCE DE L'AVIATION CIVILE | 10,0 |
| 22 | AGENCE NATIONALE DE PEDOLOGIE | 150,0 |
| 23 | AGENCE POUR LA REINSERTION DES MILITAIRES | 100,0 |
| 24 | AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE | 150,0 |
| 25 | ANCAR | 1 021,0 |
| 26 | AGENCE POUR LE PLAN REVA | 50,0 |
| | Total FONCTIONNEMENT | 8 320,2 |

**ANNEXE 10
SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT
A TRANSFERER AUX AGENCES**

| N° | INTITULES AGENCES | CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA) |
|----|---|--|
| 1 | AGENCE NATIONALE DE SECURITE | 150,0 |
| 2 | AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT | 50,0 |
| 3 | AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX) | 800,0 |
| 4 | AGENCE DE LA CASE DES TOUT PETITS | 441,3 |
| 5 | AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER 50,0 | |
| 6 | AGENCE NATIONALE POUR LA RELANCE DES ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN CASAMANCE (ANRAC) | 100,0 |
| 7 | AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLENAIRE DE DIAMNIADIO | 112,0 |
| 8 | AGENCE POUR LA PROPLETE DE DAKAR (APPRODAK) | 300,0 |
| 9 | AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE | 2 583,1 |
| 10 | AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE | 55,0 |
| 11 | AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME | 100,0 |
| 12 | AGENCE DE REGULATION DES MARCHES | 201,3 |
| 13 | AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS 200,0 | |
| 14 | AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA) | 210,0 |
| 15 | AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT) | 290,0 |
| 16 | AGENCE POUR LA PROMOTION DE SITES INDUSTRIELS (APROSI) | 185,0 |
| 17 | AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION | 49,6 |
| 18 | AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME) | 441,9 |
| 19 | AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES | 120,0 |
| 20 | AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE | 400,0 |
| 21 | AGENCE DE L'AVIATION CIVILE | 10,0 |
| 22 | AGENCE NATIONALE DE PEDOLOGIE | 150,0 |
| 23 | AGENCE POUR LA REINSERTION DES MILITAIRES | 100,0 |
| 24 | AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE | 150,0 |
| 25 | ANCAR | 1 021,0 |
| | TOTAL FONCTIONNEMENT | 8 270,2 |

ANNEXE 10 bis
SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT
A TRANSFERER AUX AGENCES

| N° | INTITULES AGENCES | CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA) |
|----|---|--|
| 1 | AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX) | 10 500 |
| 2 | AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER (ANCF) | 180 |
| 3 | AGENCE DE REINSERTION SOCIALE ARMEES (ARSA) | 325 |
| 4 | AGENCE DE CONSTRUCTION ET REHABILITATION DU PATRIMOINE BATI DE L'ETAT (ACRPE) | 46 800 |
| 5 | AGENCE AUTONOME DES TRAVAUX ROUTIERS (AATR) | 50 225 |
| 6 | AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD) | 700 |
| 7 | AGENCE NATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CASAMANCE (ANRAC) | 200 |
| 8 | AGENCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN REVA (APLANREVA) | 200 |
| 9 | AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER) | 7 730 |
| 10 | AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT) | 298 |
| 11 | AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME) | 370 |
| 12 | AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME (ANPT) | 200 |
| 13 | AGENCE NATIONALE POUR L'OCI (ANOCI) |) 4 500 |
| 14 | AGENCE DE DEVELOPPMENT MUNICIPAL (ADM) | 300 |
| 15 | AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM) | 150 |

| | | |
|----|--|----------------|
| 16 | AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX) | 300 |
| 17 | AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ANEJ) | 20 |
| 18 | AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP) | 600 |
| | TOTAL | 123 598 |